

Ed de Bernelle
Extrait de la presse de l'U.R.S.S. - n° 70 15.6.56 - Berlin
de "La vie internationale"

SUR QUELQUES FORMES DU PASSAGE DU CAPITALISME AU SOCIALISME.
=====

par A. Sobolew.

Dans l'introduction l'auteur rappelle le caractère mouvant de la théorie de la révolution socialiste.

Il rappelle les diverses périodes qui ont caractérisé cette théorie.

1. L'époque de la théorie de Marx et Engels.
2. L'adaptation par Lénine de cette théorie aux conditions de l'impérialisme.
3. L'~~apport~~ apport concret de l'expérience de la révolution d'octobre.
4. L'apport des expériences des pays de démocratie populaire d'Europe, de Chine, de Corée, du Vietnam.

Il indique que de nouvelles expériences enrichiront encore la théorie.

Il fait remarquer que : ~~Plusieurs~~

" Plus les positions du socialisme sont solides dans le monde,
" plus les pays socialistes se développent, plus ~~seuvent~~ s'ouvrent
" des possibilités toujours plus grandes du passage du capitalisme
" au socialisme et plus la tactique dans la lutte contre le capi-
" talisme devient plus souple et plus riches et nombreuses sont
" les formes de l'édification d'une vie nouvelle."

Il ajoute que dans la phase actuelle aucun progrès de l'humanité n'est possible si elle ne s'engage dans la voie du socialisme.

Aujourd'hui toutes les directions et chemins du progrès conduisent inévitablement au socialisme. Mais le capitalisme se défend, il faut donc de l'action.

Marxisme et réformisme.

Sobolew rappelle alors le rôle, la mission de la classe ouvrière du Parti Communiste, des Partis ouvriers pour mener l'action.

Action à travers laquelle ils cherchent les méthodes les plus efficaces et les moins douloureuses pour arriver au socialisme.

Parlant du marxisme, des révolutionnaires et des réformistes,
il dit :

" Les marxistes qui se sont fixés comme objectif de découvrir les moyens les plus efficaces pour remplacer la société capitaliste par la société socialiste, démaquent la profonde contradiction qui existe entre les conceptions révolutionnaires et réformistes du développement de la société. Ils montrent qu'en fait les réformistes ne poursuivent pas avec énergie la destruction de l'ordre capitaliste, mais s'occupent en un travail stérile de son "renouveau" et de son "rajeunissement."

Les réformistes sont d'avis que le capitalisme peut permettre le développement en son sein (hineinwachsen) du socialisme ~~à~~ sans modifications sociales de caractère révolutionnaire.

Selon leurs conceptions, divers éléments socialistes se sont développés ou peuvent se développer dans l'économie capitaliste.

Les réformistes voient avant tout dans telle ou telle concession arrachée à la suite de combats acharnés par la classe ouvrière aux capitalistes (augmentation appréciable de salaires, sécurité sociale) des éléments du socialisme.

Ils s'acharnent à considérer comme des transformations socialistes, les nationalisations capitalistes appliquées dans quelques pays à une série de secteurs industriels (par exemple en France où les industries minières, les industries électriques, les banques et les chemins de fer ont été nationalisés en partie).

L'accroissement du nombre de petits actionnaires dans les entreprises capitalistes et dans les sociétés anonymes est considéré aussi par quelques sociologues comme une tendance socialiste.

Ces nombreuses poussées des soi-disant éléments socialistes conduisent - selon l'idée des réformistes -, au fait que le capitalisme donne naissance au socialisme d'une manière évolutionnaire sans destruction révolutionnaire des conditions capitalistes de production.

Le marxisme-léninisme montre de façon convaincante que toutes ces "réformes" ne détruisent pas le capitalisme, ne pourraient pas le détruire. Elles tendent seulement à "rénover le capitalisme".

En réalité il en résulte qu'il n'y a que les souffrances des masses populaires qui augmentent.

Le passage du capitalisme au socialisme exige une transformation

révolutionnaire, la destruction radicale des conditions de l'ancienne société et l'édification des conditions d'une nouvelle société.

Le bond révolutionnaire menant de l'ancienne situation qualitative en une nouvelle situation qualitative est inévitable.

Mais le processus révolutionnaire lui-même peut se développer différemment dans les divers pays.

Le passage du capitalisme au socialisme exige de toute façon le renversement de l'ancien pouvoir - le pouvoir des exploités - et l'instauration d'un pouvoir populaire à la tête duquel se trouve la classe ouvrière.

Les voies du développement de la révolution et les formes du renversement du pouvoir de l'ancienne bourgeoisie peuvent cependant être diverses et le sont.

Dans tous les cas où la bourgeoisie offre une forte résistance il est nécessaire de recourir à la violence.

Si la bourgeoisie renversée tente de restaurer sa domination par la force, alors la classe ouvrière est obligée de prendre les armes pour vaincre la résistance des exploités.

Le passage pacifique du pouvoir des mains de la bourgeoisie dans celles du peuple est cependant possible.

Cela est possible quand le peuple s'est serré autour de la classe ouvrière, quand les classes réactionnaires sont isolées et que la bourgeoisie est contrainte de s'incliner devant les faits.

Dans des conditions historiques déterminées, le pouvoir populaire peut s'établir par la voie parlementaire.

Le mouvement actuel de libération commence petit à petit à accumuler des expériences dans ce sens.

En Tchécoslovaquie notamment furent utilisées des formes de lutte parlementaire.

Dès que la classe ouvrière sait maintenir le pouvoir et briser la résistance des classes renversées, il faut que l'ancien appareil d'Etat bourgeois dirigé contre le peuple soit détruit et qu'un nouvel appareil d'état lié au peuple soit établi.

Les moyens de réaliser cette tâche ont été et seront variés. Dans quelques pays - telle l'U.R.S.S. - l'appareil d'état bourgeois fut rapidement et définitivement détruit pendant la révolution d'octobre et au cours d'une brève période qui suivit.

Dans d'autres pays, comme la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie, l'appareil d'Etat bourgeois ne fut pas détruit immédiatement, mais progressivement par une série de changements structurels successifs.

Dans quelques cas isolés, telle ou telle partie de l'ancien appareil d'Etat eut un caractère progressif pour le prolétariat dans son combat pour le pouvoir.

L'appareil d'Etat bourgeois peut aussi être détruit de cette façon parce que les anciennes formes de l'administration de l'Etat restent conservées, mais ont un nouveau contenu révolutionnaire.

Dans l'étape actuelle du mouvement de libération, l'emploi du Parlement dans l'intérêt du peuple est particulièrement possible.

(A suivre)

Article Sobolew (suite)

Le capitalisme avec ses conditions économiques ne peut se transformer en socialisme. L'organisation socialiste des moyens de production est une nécessité historique objective, qui constitue l'élément le plus important du processus révolutionnaire du passage du capitalisme au socialisme. Elle reflète les exigences de la loi objective économique de la non correspondance des conditions de la production avec le caractère des forces de production. Mais les chemins de la destruction des conditions de production capitaliste, c'est à dire les chemins de l'organisation sociale des moyens de production, sont divers. Dans certains cas il peut en résulter une rapide, une radicale expropriation des expropriateurs, c'est à dire/les industries, les banques, les transports etc... sont nationalisés. Dans d'autres conditions la nationalisation progressive des moyens de production est possible. Dans d'autres cas encore la destruction des conditions capitalistes de la production et la construction des conditions socialistes de la production peuvent se réaliser par la voie du système du capitalisme d'état.

Pour faciliter le passage du capitalisme au socialisme, l'achat des propriétés des moyens de production est possible. Lénine écrivait :

" Marx avait au plus haut point raison lorsqu'il apprenait aux travailleurs qu'il est important de conserver l'organisation de la grosse production précisément dans le but de faciliter le passage au socialisme, et que l'opinion est particulièrement recommandable, de bien payer les capitalistes, de les acheter, lorsque les circonstances sont telles qu'ils forcent les capitalistes à se conformer pacifiquement et à s'engager dans les conditions de l'achat vers le socialisme selon une manière plus cultivée et plus organisée."

Ainsi n'importe où la révolution socialiste puisse se produire, quelques soient les conditions dans lesquelles elle puisse s'accomplir, elle conserve ses réalités sociales, son contenu historique de façon identique dans tous les pays. Ce sont seulement les chemins du développement de la révolution, les méthodes de la prise du pouvoir, les méthodes de la transformation des anciennes conditions économiques en nouvelles conditions socialistes, ce sont les formes de l'organisation politique de la société, la stratégie et la tactique

dans le combat contre le capitalisme pour le socialisme qui changent.

Aujourd'hui 13 pays se sont engagés dans la voie du développement socialiste : l'U.R.S.S. dans laquelle l'édification du socialisme est accomplie et le passage progressif du socialisme au communisme sera réalisé, la Chine, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie, l'Albanie, la D.D.R., la Yougoslavie, la Mongolie, la République Démocratique de Corée et la République Démocratique du Vietnam.

Dans chacun de ces pays les lois générales du passage du capitalisme au socialisme furent appliquées avec un caractère national propre et spécifique.

En même temps une série de pays a eu des conditions historiques communes. Parmi ceux-ci se distingue un groupe de pays socialistes qui présente des caractéristiques identiques du développement socialiste. Actuellement on peut distinguer 3 chemins principaux du développement de la révolution, 3 formes fondamentales de la transformation socialiste de la société : le chemin soviétique de la construction du socialisme; la voie socialiste des pays de démocratie populaire d'Europe; le développement socialiste de la Chine et des autres pays asiatiques de démocratie populaires.

L'auteur - Sobolew - fait remarquer alors que cette classification ne met naturellement pas en évidence la multitude des voies du socialisme. En effet, l'édification du socialisme en Yougoslavie ou en D.D.R. présente des caractères propres.

Il indique que le XXe Congrès a pu sur la base des diverses expériences socialistes définir la thèse de la possibilité du passage au socialisme par la voie parlementaire.

Sobolew n'examine pas spécialement l'expérience de l'U.R.S.S. Ce qui caractérisa le chemin du socialisme suivi par l'U.R.S.S. est : que l'U.R.S.S. fut la première et la plus dure rupture du front impérialiste, la révolution y éclata dans un pays arriéré, détruit par la guerre et soumis à la guerre civile par la réaction, l'U.R.S.S. a construit le socialisme seule.

Les expériences de la révolution dans les pays européens de démocratie populaire.

Un événement d'importance mondiale est l'instauration du pouvoir

révolutionnaire, de l'ordre de démocratie populaire, dans les pays de l'Europe centrale et du Sud est.

Dans chacun de ces pays le développement de la révolution présente des particularités. De même il y a de nombreux traits communs aux processus révolutionnaires de tous ces pays.

Sobolew recherche alors ce que la classe ouvrière des pays ~~de~~ européens de démocratie populaire a apporté de nouveau au trésor du mouvement de libération mondial, ce en quoi elle a enrichi la théorie de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat.

Premièrement - les expériences des pays d'Europe centrale et du Sud-est montrent qu'à l'époque de l'impérialisme les tâches démocratiques de la classe ouvrière s'élargissent de façon caractéristique. Le développement du capitalisme monopoliste d'état est accompagné d'une sérieuse pression de la réaction dans tous les secteurs de la vie sociale et touche les intérêts sociaux de la majorité du peuple.

Le renforcement des tendances réactionnaires exige un puissant et large mouvement démocratique. Ce mouvement peut et doit devenir capable d'arracher les larges masses non-prolétariennes de la population à l'influence de la bourgeoisie et de les allier à la classe ouvrière. Il doit pour cela être à même de neutraliser la bourgeoisie et ensuite de l'isoler et de renforcer les positions de la classe ouvrière.

La création d'un large front démocratique est la condition décisive pour le développement ultérieur de la révolution, elle est la base sociale pour la transformation directe et irrémédiable de la révolution anti-impérialiste et antiféodale en révolution socialiste. Cela signifie que le mouvement général démocratique à l'époque de l'impérialisme doit être élargi dans les pays capitalistes, il affaiblit la bourgeoisie et est le commencement de la transformation en développement de la révolution socialiste.

Deuxièmement - par la formation d'un large front démocratique grandissent les possibilités du développement pacifique de la révolution, et existent les perspectives pour l'emploi de formes parlementaires pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

Troisièmement - les expériences des pays de démocratie populaire indiquent qu'il est nécessaire d'exprimer de façon efficace la puissance de la classe ouvrière et lorsqu'il y a plusieurs partis, il

faut créer un gouvernement de coalition, ce qui est d'une grande signification internationale.

Quatrièmement - la pratique a démontré qu'il est aussi possible de vaincre la division de la classe ouvrière par l'union des partis communistes et socialistes sur la base de l'idéologie du marxisme - léninisme.

Cinquièmement - l' "activation" politique de la paysannerie, de la petite bourgeoisie de la ville et de l'intelligentsia, leur participation active à la révolution socialiste a amené la création de nouvelles formes mieux organisées de la liaison de la classe ouvrière et des activités de la ville et des villages.

Une telle organisation était le front populaire.

Sixièmement - la défaite de la bourgeoisie et la victoire d'un réel pouvoir populaire dans les pays européens de démocratie populaire, signifie qu'ainsi un système d'Etats socialistes a été établi qui renforcent continuellement leurs liaisons économiques.

Les lois économiques du socialisme qui jusqu'à ce moment n'avaient agi qu'en U.R.S.S. ont commencé maintenant aussi à agir dans ces pays. Un système socialiste mondial s'est construit qui a modifié les bases des conditions de la construction du socialisme dans les pays de démocratie populaire.

Les problèmes de l'industrialisation socialiste ont été résolus à partir de maintenant sous la perspective des conditions internationales du travail qui se développent dans la pays du camp socialiste.

A cause de cela il fut possible que chaque pays du camp socialiste commença la construction des bases de production du socialisme par la construction des secteurs industriels qui pour un pays donné étaient particulièrement nécessaires ou qui offraient des conditions économiques particulièrement favorables.

L'existence et le développement des pays de démocratie populaire ont singulièrement enrichi l'activité politique extérieure des Etats socialistes. Cette politique extérieure des Etats socialistes sur le plan du monde capitaliste signifie le maintien et le renforcement de l'indépendance des pays socialistes. Ainsi cette activité est basée sur des pourparlers entre les pays du camp socialiste en vue

d'une entr'aide économique et de technique scientifique dans la lutte pour le socialisme.

Septièmement - Dans les pays de démocratie populaire la propriété privée de la terre a été maintenue. Cela donne aux problèmes agraires dans ces pays un cachet particulier.

Au cours de l'organisation coopérative de l'agriculture, des formes nouvelles de production sociale sont nées.

Dans le chapitre suivant, Sobolew examine les caractéristiques du développement de la révolution en Chine. Nous n'en donnerons pas les détails mais quelques remarques importants.

Il montre que le pouvoir révolutionnaire avait pour base sociale : la classe ouvrière et la paysannerie.

La ~~bourgeoisie~~ bourgeoisie nationale a hésité longtemps. Elle rejoignit les forces révolutionnaires lorsque la victoire apparaissait comme certaine. Ainsi s'élargit la base sociale du pouvoir révolutionnaire.

Contrairement à ce qui s'est passé dans les pays de démocratie populaire en Europe, il n'y eut pas entre la classe ouvrière et la paysannerie d'une part et la bourgeoisie nationale d'autre part, une lutte pour le pouvoir du mouvement révolutionnaire. C'est une caractéristique de la révolution chinoise que cette lutte ne se soit pas développée.

Cela fut parce que la bourgeoisie n'avait pas le moyen de poser la question du pouvoir, l'unité populaire autour de la classe ouvrière a obligé la bourgeoisie à s'incliner devant les faits. Cela parce que la bourgeoisie nationale était isolée, parce que la la classe ouvrière disposait d'une puissante armée et d'une expérience dans l'administration de l'Etat. Parce que la classe ouvrière avait l'appui du camp socialiste et que la bourgeoisie était antiimpérialiste et n'avait aucun appui extérieur. Enfin la bourgeoisie nationale a bénéficié de la révolution sur le plan économique, grâce à la défaite des impérialistes, ce qui lui a ouvert son propre marché.

Ainsi la révolution antiimpérialiste et antiféodale s'est transformée d'une façon pacifique en révolution socialiste, grâce à des circonstances favorables.

La Chine est donc une république populaire qui sous le pouvoir de la classe ouvrière a la tâche d'assurer le socialisme et la liqui-

dation des classes exploiteuses dont la bourgeoisie. Cela crée des relations particulières entre classe ouvrière et bourgeoisie. Sur le plan politique et économique se mène à la fois une politique d'entente et de lutte. Comment ?

La bourgeoisie nationale chinoise a tous les droits politiques comme les autres classes, elle a ses propres partis politiques et est représentée dans les organes législatifs. Ses représentants ont des positions responsables dans le gouvernement. Mais son activité politique est limitée. La classe ouvrière neutralise la position de la bourgeoisie nationale par des moyens politiques pacifiques. Cela signifie qu'elle attire à ~~elle~~ elle la petite bourgeoisie des villes et l'intelligentsia.

Ainsi l'influence de la bourgeoisie nationale ne s'élargit pas parmi le peuple, ainsi s'isole-t-elle de plus en plus. Sur le plan économique - le pouvoir a nationalisé les biens de la bourgeoisie - compradore. Les chemins de fer, l'industrie sidérurgique et électrique, l'industrie de guerre et d'autres sont passés aux mains du peuple.

Il n'en fut pas de même en ce qui concerne la bourgeoisie nationale. Elle jouit d'une libre activité pour autant qu'elle ne s'oppose pas aux lois et intérêts du pays et du peuple en marche vers le socialisme.

Le gouvernement a déclaré que le secteur capitaliste serait petit à petit transporté dans le secteur socialiste grâce à diverses formes du capitalisme d'état.

Après une tentative de résistance de certains milieux capitalistes, ceux-ci furent vaincus.

Petit à petit le contrôle ouvrier fut introduit dans les entreprises privées.

Petit à petit le nombre de capitalistes qui collabora avec l'Etat démocratique populaire grandit.

La forme fondamentale de la transformation de l'économie capitaliste en économie socialiste par la voie pacifique est le capitalisme d'état.

En Chine les idées de Lénine sur le capitalisme d'Etat ont été adaptées, développées et concrétisées.

Lénine écrivit : " Si on raisonne sur ces conditions concrètes, alors il devient clair que nous devons pouvoir et devons ~~maintenir~~ combiner maintenant la méthode d'en découdre définitivement avec les capitalistes culturellement rétrogrades qui n'admettent aucun capitalisme d'Etat, qui ne veulent rien savoir d'un compromis, qui continuent leur chemin, qui tentent de contrecarrer le pouvoir des Soviets par la spéculation, la corruption de la population pauvre, etc., avec la méthode du compromis ou de l'achat, vis-à-vis des capitalistes à haut niveau de culture, des capitalistes qui sont prêts au capitalisme d'Etat, qui sont utiles au prolétariat en tant que organisateurs capables et expérimentés des plus grandes entreprises, qui fournissent pratiquement des dizaines de millions de gens en produits."

Le capitalisme d'Etat en Chine a de nombreuses formes. La plus simple est l'achat de produits des entreprises capitalistes par des entreprises d'Etat sur la base d'accords; la seconde forme est le travail dans des entreprises privées de matières premières livrées par les entreprises d'Etat; la forme la plus élevée est la propriété commune d'Etat et capitaliste des entreprises. Il en suit le partage des revenus. Aujourd'hui le capitaliste touche de 1 à 6% du capital investi.

Ainsi s'opère le passage progressif à l'économie socialiste.

L'expérience chinoise signifie que dans certaines conditions à l'époque de la dictature du prolétariat, il est possible de permettre l'activité politique d'une partie de la bourgeoisie, de tolérer l'existence de partis bourgeois, et la participation de représentants de la bourgeoisie au travail des organes du pouvoir d'Etat.

A propos du passage au socialisme par la voie
parlementaire.

Sobolew examine maintenant l'utilisation que les révolutionnaires peuvent faire du Parlement bourgeois.

Il commence en rappelant ce que Lénine disait dans la "Maladie infantile" où il critiquait les sectaires du mouvement communiste qui ignoraient les formes parlementaires de la lutte.

Après avoir rappelé que le Parlement est un moyen de liaison entre le prolétariat et les masses laborieuses, entre les classes révolutionnaires et les couches hésitantes, Sobolew rappelle ce que Lénine pensait plus particulièrement sur le problème du socialisme dans les pays d'Europe occidentale et d'Amérique.

Il a montré que dans ces pays, les communistes doivent apprendre à créer un parlementarisme nouveau, inhabituel non opportuniste, non carriériste, en l'utilisant dans l'intérêt de la classe ouvrière.

En même temps les marxistes montraient que la lutte parlementaire ne pouvait pas mener à la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, parce qu'elle ne peut assurer la destruction du capitalisme et l'édification du socialisme, et cela était exact dans les conditions historiques de l'époque.

Dans les temps présents, les conditions se sont transformées de façon fondamentale, et il en résulte que dans quelques pays se sont créées les conditions réelles permettant de conquérir le pouvoir par la voie parlementaire.

L'auteur indique ici l'influence actuelle sur le plan mondial du socialisme, non seulement dans les pays où il existe et ceux où il se bâtit, mais encore son rayonnement formé par les masses des pays capitalistes. Et il ajoute que cette influence s'accroît avec le fait que la crise du système capitaliste s'approfondit toujours et que le capitalisme est condamné à disparaître. Il souligne la faiblesse défensive du capitalisme sur le plan théorique.

La bourgeoisie n'a plus la possibilité d'échafauder quelque système d'idée capable de rallier les masses.

La possibilité de l'emploi de la voie parlementaire pour passer du capitalisme au socialisme est justifiée par le développement de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière et de sa combativité.

Cela trouve son expression avant tout dans le renforcement des Partis communistes.

Actuellement on dénombre dans le monde 76 partis communistes dans lesquels environ 30 millions de personnes sont réunies.

Jamais dans l'histoire du mouvement ouvrier, la classe ouvrière n'a disposé d'une telle fermeté et d'une telle avant-garde.

Sans les partis communistes, il est impossible de vaincre, et il est absolument impossible de se servir de la forme parlementaire de la lutte.

Les expériences du 19e siècle montrent que les partis, qui n'avaient aucune base idéologique ou politique et aucune unité d'organisation, ont dégénéré au cours du combat parlementaire et sont passés des positions du marxisme à celles du réformisme et de l'opportunisme, de tels partis furent pratiquement des défenseurs de la bourgeoisie.

L'existence, avant tout, d'une avant-garde combative marxiste qui a parcouru la rude école de la lutte politique, qui a livré la bataille décisive aux éléments opportunistes, qui ne sont pas à même d'abandonner leur esprit de collaboration avec la bourgeoisie et les gros propriétaires, tout cela donne l'assurance que la voie parlementaire peut-être utilisée dans l'intérêt de la classe ouvrière, dans l'intérêt du socialisme.

Pour estimer convenablement les possibilités de l'emploi de la forme parlementaire de la lutte, il est nécessaire de bien comprendre les profondes transformations dans le développement du capitalisme lui-même et aussi dans les conditions des forces de classes dans les pays capitalistes.

La tendance fondamentale du capitalisme moderne, c'est la consolidation ininterrompue de la puissance économique et de l'influence politique des monopoles, le renforcement du capitalisme monopoliste d'état. En conséquence de ce développement, la puissance se concentre toujours plus dans les mains d'un nombre relativement réduit de monopolistes économiquement très puissants.

La contradiction entre eux et les larges masses populaires s'aggrave.

Il s'en suit - dit alors Sobolew, un renforcement de la lutte contre la démocratie.

L'assaut des monopoles contre la démocratie impose à la classe ouvrière la lourde tâche de défendre les libertés démocratiques.

La classe ouvrière qui unit de larges masses de la population, combat les menées fascistes-réactionnaires des monopoles.

En Italie par exemple, le peuple uni autour de la classe ouvrière, a repoussé l'offensive des ennemis de la démocratie, qui tentaient d'imposer aux Italiens une loi électorale antidémocratique.

Grâce à l'action de larges couches du peuple américain, on a pu arrêter l'agression de Mac Carthy et ses amis, et aujourd'hui la réaction fasciste américaine est contrainte de rechercher de nouvelles formes d'activité.

Sobolew montre alors l'importance de la lutte pour la paix, le rôle de la classe ouvrière dans cette lutte, la possibilité d'unir les masses à cette occasion.

Il montre que la lutte de la classe ouvrière pour la défense des libertés démocratiques ne l'écarte pas de la lutte pour le socialisme. Au contraire, elle s'en rapproche.

Dans sa lutte contre les monopoles, la classe ouvrière a la possibilité de créer un large front antimonopoles. Ce front conduit à l'isolement de la bourgeoisie monopoliste et affaiblit la réaction.

L'exploitation toujours plus grande des masses laborieuses par les monopoles, crée la possibilité d'amener des masses toujours plus nombreuses à soutenir les mesures économiques proposées par la classe ouvrière.

L'exploitation plus dure des travailleurs par les monopoles crée des conditions favorables à l'unité de la classe ouvrière, car même les intérêts de l'aristocratie ouvrière, favorable au réformisme, sont touchés.

Bien entendu, les atteintes aux intérêts de l'aristocratie ouvrière sont moins fortes dans les pays où les monopoles disposent de grandes possibilités de manoeuvre, par exemple aux U.S.A., ces atteintes sont plus grandes que dans les pays où les monopoles ont moins de moyens de manoeuvre, par exemple en Italie.

Sobolew examine alors les conditions d'exploitation des peuples coloniaux.

Puis il souligne que la lutte ouvrière, par les grèves, s'est accentuée.

Nous abordons une nouvelle étape du développement du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes; l'unité de la classe ouvrière pour la réalisation de ses objectifs sociaux, est à l'ordre du jour.

L'alliance avec la paysannerie exploitée par les monopoles peut se réaliser également, ainsi qu'avec la petite bourgeoisie et l'intelligentsia.

Celle-ci hésite encore à l'égard du socialisme mais elle devient plus réceptive.

Ainsi la création du front antimonopoles peut modifier les conditions de la lutte des classes et se renforcent les forces qui réaliseront la transformation socialiste.

Il est par conséquent possible que les formes et méthodes de combat parlementaires soient employées pour atteindre ce but.

Lénine a écrit : "Des révolutionnaires inexpérimentés pensent parfois que les moyens de lutte légaux sont opportunistes, parce que la bourgeoisie, sur ce terrain, a particulièrement trahi et circonvenu les travailleurs (principalement dans les périodes calmes non révolutionnaires); ils pensent au contraire que les moyens illégaux sont révolutionnaires. Cela n'est pas exact."

La question se pose : comment emploiera-t-on le moyen parlementaire de lutte ?

La bourgeoisie ne cèdera pas volontairement son pouvoir, elle n'acceptera pas les changements qui se créeront au cours de la lutte parlementaire.

Mais il est bien possible de créer une telle puissance politique du peuple supérieure à celle de la bourgeoisie qui la contraint à s'incliner.

Il ne faut pas oublier que la bourgeoisie ne se maintient pas seulement par la force au pouvoir, mais aussi en trompant le peuple. Quand la tromperie est découverte alors aucune force ne peut sauver la bourgeoisie.

Le ~~XXE~~ P.C. de Grande Bretagne qui a dans son programme examiné le moyen de la voie parlementaire écrit : " Le peuple ne peut aller au socialisme sans employer le pouvoir politique actuel, pouvoir détenu par la minorité capitaliste et qui doit lui être enlevé et tenu fermement entre les mains de la ~~majorité~~ majorité du peuple avec la classe ouvrière en tête. Ce n'est qu'ainsi que la démocratie peut devenir une réalité." ?

Est-il exclu que la bourgeoisie recourt à une agression fasciste ? Non. Mais une telle perspective n'est possible que lorsque la bourgeoisie n'est pas isolée et dispose de l'appui de certaines couches sociales trompées telles la petite bourgeoisie et une partie des paysans.

Beelley

Information à titre documentaire

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung citée par le bulletin du Vlaams economisch Verbond 15.6.56

Investissements Belges en Allemagne Occidentale.

Récemment PETROFINA a repris 75 % des actions de Ruhrban GmbH. Petrofina veut augmenter considérablement la capacité de production des usines de Mülheim par la construction d'une nouvelle raffinerie avec une production annuelle de 750.000 t.

Vers la nouvelle an la Deutsche Purfina GmbH (Frankfort) fut constituée au capital de 5 millions de D.M. PETROFINA est l'actionnaire principale.

Dans les verreries et la production de soude les participations belges sont aussi très importantes.

Dans les verreries suivantes le capital belge est majoritaire: Spiegelglaswerke Germania à Porz-Urbach

Rheinische Zichglas A.G. à " "

Glas-und Spiegelglasmanufaktur A.G. à Gelsenkirche-Schalke

Dans les usines suivantes le capital belge partcipe :

Glasindustrie Herzogenrath GmbH., Rheinische Siegelglasfabrik AG à Eckamp près de Ratingen; Deutsch-Libbey-Owens-Gesellschaft für maschinelle Glasherstellung "Delog" à Gelsenkirchen-Rotthausen. (Cette dernière usine appartient au groupe Solvay)

Solvay a une influence décisive sur quasi toute l'industrie du verre en Allemagne Occidentale. La "Deutsche Solvay-Werk GmbH" a un avoir industriel considérable en Allemagne. Solvay possède en outre des participations importantes dans l'industrie charbonnière de l'Allemagne Occidentale, n.m. dans : Bergwerkgesellschaft Dahlbusch à Gelsenkirchen-Rotthausen, société qui à son tour à des participations dans la Deutsche Libbey-Owens Gesellschaft.

Le capital de "A.G. des Altenbergs für Bergbau und Zinkhüttenbetrieb" à Essen-Bergeborbeck est complètement entre les mains des Mines et Fonderies de Zinc la Vielle-Montagne. (Depuis 1853)

Voici encore quelques sociétés montées avec du capital belge :

Balatum Neusser Papier-und Bergamentfabrik à Neuss

Reifenfabrik Englebert et CO. à Aix-la-Chapelle.

Lederfabrik Jülich à Gulik

Kabelwerk Rhenania à Brand près de Aix-la-Chapelle

Textilwerke A.G. à Aix-la-Chapelle

Remy's Reisstärke à Neuss

Argos-Gesellschaft für Scheisstechnik à Aix-la-Chapelle

La Sofina à des participations importantes à la Berliner Kraft und Licht A.G. à Berlin et chez A.E.G.

[Récemment une usine Textile de Verviers à construit une usine à Aix-la Chapelle.

L'énumération est loin d'être complète. D'après les sources citées les participations belges datent en ordre essentiel des années après la dernière guerre.

:///....

Prière de
me remettre
CG

Je crois que ces faits expliquent pour une bonne partie la tolérance des milieux officiels belges en rapport avec l'opération FLICK chez nous.

De Coninck.

Voir E. Burnelle - à ce propos.

Mes remarques sur la note de Van Geyt
sur les tarifs de chemins de fer

1°) Si je suis tout prêt à discuter sur le fond du problème, je ne puis être d'accord avec le ton de magister que notre cde adopte in fine pour faire la leçon à la rédaction où il y aurait des cdes qui "persistent" dans une mauvaise orientation et où "le cycle infernal" ne serait pas mort !

Van Geyt sait fort bien qu'aucun rédacteur ne croit au "cycle infernal" et, avant de "discuter" avec les cdes mal inspirés, il faudrait commencer par voir si leur orientation est bonne ou non.

2°) J'en viens donc à l'orientation adoptée, quelque peu modifiée en cours de route du reste - car la question a été discutée à la rédaction et aux raisons qui nous ont incité à atténuer ce que la position de Massoz (solution : hausse des tarifs marchandises ou, plus exactement, suppression de tous les tarifs de faveur) pouvait avoir d'excessif à nos yeux.

Quelle ligne avons-nous adopté en fait quand nous avons appris la nouvelle ?

But n° 1, première idée à propager : de toutes façons, il ne doit pas y avoir d'augmentation de tarifs pour les voyageurs.

Idée accessoire : il ne faut pas qu'une hausse des tarifs marchandises serve de prétexte à des hausses de prix de vente des marchandises transportées ce qui retomberait, en fin de compte, sur la population.

D'où le premier article de Laurent, qui était un peu tranchant (ce qui fut du reste rectifié par la suite) mais qui ne disait pas du tout (comme V.G. le résume trop schématiquement) : "à bas toute hausse des tarifs marchandises parce qu'elle entraînerait fatalement un nouveau renchérissement général ~~des tarifs~~ du coût de la vie . "

Il disait : " une augmentation générale des tarifs de marchandises aurait des conséquences désastreuses sur le prix de vente de celles-ci. On sait combien les capitalistes sont prompts dans ces cas-là ! N'importe quel prétexte (souligné par moi) leur est bon pour passer à l'augmentation des prix. "

- C'est là - et j'y insiste pour clarifier la question - une constatation que nous avons tous eu l'occasion de faire ces temps-ci.

Les industriels ont eu recours à tous les prétextes pour hausser leurs prix. Les 45 heures, p.e. même avant qu'elles ne soient appliquées.

Nous avons guelé. Nous avons montré leur mauvaise foi. Nous avons proclamé que c'était sur leurs bénéfices accrus qu'ils devaient prendre le coût éventuel des charges nouvelles

Et en pratique, cela n'a pas servi à grand'chose. Cf. tabac, margarine, etc.. etc...

Il ne faut donc pas être partisan du "cycle infernal" pour constater que, dans les circonstances actuelles - avec M. Rey qui est toujours prêt d'avance à accepter ces prétextes, une hausse des tarifs marchandises risqueraient gravement d'entraîner des hausses générales de prix. Même si nous démontrions avec raison qu'elles seraient injustifiées.

Et c'est pour cela, qu'après avoir discuté la question à la rédaction, nous avons abouti à la conclusion que, dans ce cas concret, il était préférable d'axer le tir essentiellement sur le point : pas d'augmentation des tarifs.

Attendu que, comme la S.N.C.B. est en fait une société nationalisée qui dépend du gouvernement, un mouvement de protestation orienté directement sur la S.N.C.B. aurait plus de chances d'avoir des résultats que des protestations contre des hausses de prix diluées ultérieurement entre tous les producteurs.

Cela ne nous a pas fait négliger - comme second point en ordre d'importance - la question des "tarifs préférentiels".

Nous avons utilisé dans ce but les indications, fort utiles, données par Massoz mais nous avons toutefois légèrement atténué sa thèse en faisant une distinction entre les tarifs accordés aux sidérurgistes (qui peuvent aisément absorber la différence) et ceux dont profitent les charbonnages.

Sur ce dernier point, en effet, je ne partage pas l'avis de Van Geyt qui dit que cela n'a pas d'importance parce que le prix du charbon cokéfiable n'intervient pas dans les budgets ouvriers.

Non. Mais la hausse du dit charbon servirait de prétexte pour tous les industriels qui le consomment. (Sinon, du reste, nous ne protesterions jamais quand les patrons charbonniers parlent de hausser les prix des qualités industrielles).

(J'ajouterai même que, bien que nous ~~ayons~~ ayons adopté la même thèse que Massoz et Van Geyt en ce qui concerne les tarifs dont bénéficient les sidérurgistes, j'estime que, même dans ce secteur, il y aurait une lutte à mener pour que cela n'entraîne pas de conséquen-

ces par ricochet.

Van Geyt conteste que les sidérurgistes puissent incorporer la moindre hausse de leurs frais de transport à leurs prix alors que la concurrence se fait plus vive. Pour la plupart des catégories d'acier, il subsiste une pénurie réelle à l'heure actuelle. Il y a de gros délais de livraison. Même dans ce secteur, ce ne serait donc pas facile.)

Et c'est tout cela que, tout en atténuant un peu la thèse un peu extrême de Massoz (que tout le problème pourrait se régler en supprimant les tarifs préférentiels) nous avons légèrement modifié cette thèse pour aboutir à la conclusion qui, à mon avis, tient plus compte des possibilités actuelles de lutte :

" Si le gouvernement était décidé à contraindre les trusts à payer des tarifs normaux en puisant dans leurs bénéfices et non en augmentant les prix de leurs produits, qu'il y aille ! Nous applaudirons des deux mains ! S'il ne veut pas faire cela, il ne lui reste d'autre solution que d'augmenter les subsides de la SNCB."

Pierre Joye

2.7.56

12 octobre 1956 .

RAPPORT AU PREMIER MINISTRE
sur une enquête parmi les mineurs.

Au cours des dernières semaines de septembre, le Parti Communiste a discuté avec des travailleurs des mines une série de propositions destinées à améliorer leurs conditions de travail et de vie .

A la sortie des puits de tous nos bassins charbonniers, les militants communistes ont pu ainsi recueillir des milliers d'avis de mineurs belges et étrangers et d'un grand nombre de responsables syndicaux.

Nous croyons devoir informer le Premier Ministre des résultats essentiels de cette enquête. Ils permettent en effet de préciser une série de problèmes relatifs à la situation dans les charbonnages et ils soulignent l'urgence d'apporter des solutions valables aux revendications des mineurs.

Ces revendications sont nombreuses. Cela se comprend: un peu partout des situations particulièrement graves

2.

sont signalées tant sur le plan de la sécurité, de l'hygiène, des salaires que sur celui de l'exploitation des gisements. Les travailleurs formulent très souvent des suggestions et des revendications justifiées par les conditions techniques et sociales particulières à leurs puits .

Sans pour cela vouloir minimiser l'importance de certains de ces problèmes, notre intention n'est pas de les examiner ici dans leur détail .

Nous voudrions dans ce bref rapport nous borner à dégager les grandes revendications qui partout reviennent au premier plan des préoccupations et des besoins des mineurs et dont la solution relève des pouvoirs publics. Une série d'entre elles ne sont pas nouvelles, elles figurent au programme des organisations syndicales et s'inscrivent dans le cadre de la modernisation des mines, du relèvement de notre production charbonnière et de la baisse du prix du charbon.

Les mineurs entendent qu'elles soient aujourd'hui prises en considération et réalisées dans les délais les plus brefs.

3.

Quelles sont-elles ?

A. Pour les mineurs au travail

1. GARANTIES LEGALES POUR LES SALAIRES

- a) pour le respect permanent de la clause conventionnelle de 1946 prévoyant pour les manoeuvres du fond des salaires d'au moins 25 % supérieurs aux salaires payés dans la région;
- b) pour l'obligation par les patrons de payer un salaire journalier conforme aux minima catégoriels fixés dans la convention;
- c) pour l'application de la semaine de 45 heures.

2. GARANTIES POUR LA SECURITE

en faisant participer directement les travailleurs à son contrôle, notamment

- a) par l'octroi de pouvoirs beaucoup plus étendus aux Comités de Sécurité et d'Hygiène et aux délégués ouvriers qui y siègent;

4.

- b) par l'augmentation du nombre de délégués ouvriers à l'inspection des mines;
- c) par une modification radicale de la situation des boutefeux en dégageant ceux-ci de toute dépendance à l'égard des patrons.

B. Pour les mineurs invalides, malades et pensionnés

- 1) Reconnaissance de l'antraco-silicose comme maladie professionnelle.
- 2) Gratuité des soins médico-pharmaceutiques pour les invalides et pour tous les pensionnés mineurs en général.
- 3) Octroi d'une pension de vieillesse égale à 75 % du salaire après 25 ans de travail ou à 50 ans pour les ouvriers de fond; après 30 ans de travail ou à 55 ans pour les ouvriers de la surface. Adaptation correspondante des pensions aux veuves .

C. Pour les mineurs étrangers

- a) Participation des mineurs étrangers aux organismes de sécurité
- b) garantie de l'exercice des libertés syndicales.

5.

Nous pensons avec les mineurs que ces mesures devraient se réaliser rapidement. Les travailleurs des mines soulignent unanimement qu'ils ont assez souvent entendu de beaux discours sur leurs mérites, discours qui restaient la plupart du temps sans suites pratiques .

Aujourd'hui, entourés d'ailleurs de la sympathie de la classe ouvrière tout entière, ils attendent des réalisations.

Déjà une série de projets et propositions de loi concernant les revendications formulées ci-dessus ont été déposés. Leur examen et leur adoption peut se faire sans délai.

Quant à l'aspect financier de la question, il n'intervient, en ce qui concerne le Trésor, que pour quelques unes des revendications. Notamment pour l'octroi des soins gratuits et le relèvement des pensions.

Pour les soins gratuits à accorder aux invalides mineurs et aux pensionnés, on pourrait estimer à environ 250 millions la charge nouvelle entraînée par la mesure (en se basant sur une moyenne annuelle de 2.000 francs de dépenses par intéressé).

Pour ce qui est des pensions, l'octroi des 75 % (47.510 Fr) par an pour les anciens mineurs du fond mariés et adaptation correspondante pour les autres catégories, pourrait entraîner une charge nouvelle de l'ordre d'environ un milliard.

Les propositions de loi existant à ce sujet et le projet de la Centrale des Mineurs prévoient d'ailleurs le financement partiel de ces améliorations par un relèvement de la cotisation pension au F.N.R.O.M. ainsi que la réalisation de la pension à 75 % en plusieurs étapes annuelles .

Les charges immédiates résultant de la réalisation d'une première étape portant dans l'immédiat les pensions à environ 42.000 Fr. pour les ouvriers du fond mariés, à 33.600 Fr. environ pour les célibataires et 28.000 Fr. pour les veuves, ainsi que les ajustements correspondants des pensions d'ouvriers de surface peuvent s'évaluer à moins de 400 millions.

En admettant qu'au départ l'Etat doive supporter l'entièreté de cette dépense, l'ensemble des charges entraînées par la réalisation du cahier revendicatif exposé ci-dessus atteindrait à peine 650 millions pour 1957.

Nous estimons que cela peut se faire. Au cours des exercices antérieurs, nous avons vu le Gouvernement apporter à certains budgets des aménagements d'une importance beaucoup plus considérable sans drame financier. Ce fut le cas par exemple pour le budget de la Défense Nationale dont les dépenses sont si élevées.

Nous pensions que les 650 millions requis pour le financement des revendications des mineurs pourraient se trouver plus aisément encore d'autant plus que, contrairement aux dépenses militaires, le relèvement du pouvoir d'achat des anciens mineurs contribuerait à impulser le marché intérieur de notre pays.

Il apparaît donc que l'aspect financier des revendications posées par les mineurs pourrait trouver une solution normale et même aisée notamment par la compression des dépenses militaires qui restent à un niveau anormalement élevé dans les circonstances présentes.

Il serait possible également de réduire encore l'intervention de l'Etat en remettant le financement d'une série

de mesures, en taxant les bénéfices exceptionnels des patrons capitalistes . Les 650 millions nécessaires aujourd'hui ne sont-ils pas de loin inférieurs aux bénéfices annoncés cette année par les seuls charbonnages limbourgeois ? Ne représentent-ils pas une petite partie des profits réalisés par les grandes sociétés des secteurs utilisateurs du charbon ?

Le financement des mesures en faveur des mineurs se faisant aux dépens des charges militaires et des profits patronaux ne constituerait pas un danger d'inflation.



Nous vous dirons aussi qu'au cours de nos visites aux charbonnages, les mineurs ont exprimé unanimement leur désir de voir procéder à des réformes importantes dans la gestion des charbonnages dominée actuellement par les holdings avec les conséquences néfastes que l'on connaît, tant au point de vue de l'ouvrier mineur, de sa santé et de sa sécurité que du point de vue de l'exploitation.

C'est avec amertume que les mineurs ont pris connaissance des sommes considérables, se chiffrant par dizaines de milliards, qui ont été englouties en pure perte par les patrons charbonniers, les holdings .

Nous voudrions enfin attirer l'attention sur quelques revendications qui tout en étant d'ordre plus général, se retrouvent au centre des préoccupations des travailleurs . Il s'agit

- 1) de la réduction du temps de service militaire à 12 mois;
- 2) de mesures rapides et efficaces pour combattre la vie chère et la diminution du pouvoir d'achat des salaires et allocations qu'elle entraîne;
- 3) de l'amélioration rapide des pensions ouvrières en général et des allocations sociales.

Comme pour les revendications particulières des mineurs, il s'agit ici d'une série de mesures urgentes qui peuvent être réalisées rapidement dans l'intérêt général.

Nous croyons que dans les semaines qui viennent

et dès la rentrée parlementaire, le Gouvernement pourrait prendre des initiatives en ce sens . Il ne fait aucun doute qu'il trouverait en cela l'appui de l'opinion publique et d'une large majorité des parlementaires.

Nous pensons aussi que ces mesures devraient constituer la première étape d'un plan d'un an dont la réalisation préparerait le cadre d'une véritable sécurité d'existence des travailleurs, alertés aujourd'hui par les dangers d'inflation, les conséquences du progrès technique et de l'automatisation .

La Belgique doit être prête à affronter les situations nouvelles et prendre assez tôt les mesures qui mettront le progrès au service des travailleurs .

Le 18 octobre 1956 .

QUELQUES DONNEES RELATIVES A LA SITUATION DES
MINEURS.

Nombre de sièges en exploitation

1910	273
1954	132
1955	127

Effectifs inscrits fin avril 1956

	Borinage.	Centre.	Charleroi.	Liège.	Campine.	Total.
A. <u>Fond</u>						
Belges	8.071	5.826	8.543	7.265	19.233	48.933
Etrangers	10.756	8.652	18.649	14.492	10.069	62.618
Total :	18.827	14.478	27.192	21.757	29.302	111.556
B. <u>Fond et Surface</u>						
Belges	13.532	10.130	16.986	12.935	28.633	82.216
Etrangers	11.063	9.149	19.508	15.368	10.253	65.346
Total	23.595	19.279	36.494	28.303	38.891	147.562

Actuellement il y a 103.500 ouvriers du fond, inscrits -
contre 109.700 il y a un an.

§§§§§§§§§§

Effectifs inscrits dans les charbonnages
Fond et Surface.

	<u>1955.</u>	<u>1956.</u>
janvier	146.889	151.644
février	146.574	151.976
mars	145.965	149.622
avril	144.380	147.562
mai	143.855	145.978
juin	145.229	144.890
juillet	144.814	143.075
août	144.027	140.044
septembre	145.445	138.582
octobre (1e.semaine)	146.022	138.440

§ § § § § § §

Production totale :

	Borinage.	Centre.	Charleroi.	Liège.	Campine.	Total.
février 1956	319.340	281.949	553.875	372.081	863.187	2.390.431
avril	344.020	324.436	619.786	390.950	864.000	2.543.192

Juin 1955	2.595.000 tonnes -	1956	2.589.000
Septembre	2.590.000 tonnes -	1956	2.217.000

Production journalière par travailleur :

1946	:	560 Kgr.
1956	. . . . .	862 Kgr.

Salaire horaire moyen (fond - surface) 1954.
(donc avant la hausse)

Belgique	. . . . .	43 frs
Allemagne	. . . . .	41 "
Pays-Bas	. . . . .	40 "
France	. . . . .	43 "
Sarre	. . . . .	47 "
Angleterre	. . . . .	50 "
Etats-Unis	. . . . .	125 "

Le salaire belge est donc un salaire moyen, et pas le plus élevé.

Ci-joint - les nouveaux barèmes .

§§§§

Bénéfices réalisés par les patrons charbonniers de 1946 à 1956 :

17	milliards	- distribués en
6	milliards	de dividendes
2	"	de tantièmes
9	"	d'amortissement

Subsides divers octroyés depuis 1946 :

34 MILLIARDS .

Mineurs tués de 1946 à ce jour, dans les mines :

1.790 ouvriers .

Mineurs décédés par suite d'invalidité , maladie contractées à la mine de 1943 à 1955 -----

6.731 .

Nombre de pensionnés invalides :

1945	-	12.316
1955	-	25.280

Nombre de pensionnés de vieillesse mineurs :

1945	-	35.949
1955	-	44.000

Nombre de veuves de mineurs, admises à la pension de survie ou de vieillesse -----

1945	-	28.047
1955	-	39.943

Montant des pensions d'invalidité

<u>Fond:</u>	marié	-	38.250
	célibataire	-	20.610
<u>Surface:</u>	marié	-	30.870
	célibataire	-	25.470

Pension de vieillesse de mineur

<u>Fond:</u>	<u>Marié</u>	(30 ans de travail)	38.250
à 55 ans ou après 30 ans de travail		(20 ans de travail)	25.500
	<u>célibataire</u>	(30 ans de travail)	25.470
		(20 ans de travail)	16.980
<u>Surface:</u>	<u>Marié</u>	(30 ans de travail)	30.870
(à 60 ans)		(20 ans de travail)	20.580

Surface:

<u>célibataire</u>	(30 ans de travail)	20.610
	(20 ans de travail)	13.740

Pension: de veuve :

6.720 Fr.	pour les veuves âgées de moins de 45 ans
9.072 Fr.	" " " " de 45 à 54 ans
12.780 Fr.	" " " " de 55 à 59 ans
15.444 Fr.	minimum " " de plus de 60 ans

ou 50 % à 60 ans, de la pension de vieillesse attribuée
ou attribuable au mari .

Georges GLINEUR.

§§§§§

A.I. 2156 - Annexe I.Décisions prises en C.N.M.M. du 21.9.1956 -SALAIRES SURFACE.

Groupes.	Salaires au 1.5.56	Salaires au 1.10.56	Augmentations.
I	173.25	190.54	10 %
II	174.25	193.40	11 %
III	182.25	202.30	11 %
III bis	187.25	207.85	11 %
IV	195.30	216.80	11 %
Machinistes		236.20	11 %

SALAIRES FOND.

I	216.55	238.20	10 %
II	216.55	240.40	11 %
III	217.80	241.75	11 %
IV	220.40	244.65	11 %
V	223.45	248.00	11 %
VI	231.05	256.45	11 %
VII	239.50	265.85	11 %
VIII	273.25	303.30	11 %
IX	291.40	323.45	11 %
B X	323.85	358.45	11 %

§ § § § § § §

A.I. 2156 - Annexe 2.

Décisions prises en C.N.M.M. du 21.9.1956

S A L A I R E S F E M M E S .

Age.	Salaires au 1.5.56	Salaires au 1.10.56	Augmentations.
21 ans	137.80	151.60	13.78
20 ans	126.55	139.20	12.65
18 à 19 ans	115.15	126.65	11.51
14 à 17 ans	98.25	108.10	9.82

S A L A I R E S J E U N E S S U R F A C E .

20 ans	165.80	182.40	16.58
19 ans	158.45	174.30	15.84
18 ans	143.50	157.85	14.35
17 ans	128.65	141.60	12.86
16 ans	113.80	125.20	11.38
15 ans	106.35	117.00	10.63
14 ans	98.90	108.80	9.89

S A L A I R E S J E U N E S F O N D .

20 ans	206.75	227.35	20.67
19 ans	196.95	216.65	19.69
18 ans	177.80	185.60	17.77
17 ans	158.90	174.80	15.89
16 ans	149.50	164.45	14.95
15 ans	140.10	154.10	14.01
14 ans	121.35	133.50	12.13

§§§§

Les répercussions des récents événements
de Hongrie en Belgique.

Ces événements ont soulevé dans l'opinion belge une profonde émotion et une réprobation quasi générale à l'égard de l'intervention soviétique et du communisme .

Ces répercussions pourraient se caractériser ainsi:

- a) la population dans son immense majorité a éprouvé une crainte profonde de voir les événements de Hongrie s'ajoutant à ceux du Moyen - Orient provoquer une nouvelle guerre mondiale.
(Il faut noter que dès le 4 novembre, une course aux provisions s'est déclenchée dans tout le pays montrant la peur de la guerre).
- b) Fortement impressionnée par les événements et la violente campagne antisoviétique qui les accompagne, la population dans son immense majorité a condamné l'intervention soviétique:
 - 1° Précisément parce qu'elle avait le sentiment que l'intervention soviétique envenimait la situation internationale.
 - 2° Parce que cette intervention apparut à l'opinion comme une action brutale dirigée contre la volonté d'indépendance, de liberté et de démocratie du peuple hongrois, d'un petit pays .
 - 3° Parmi les travailleurs qui admettent assez aisément que les fascistes et la réaction ont essayé en Hongrie de profiter des événements, il en est encore beaucoup qui continuent à considérer l'intervention soviétique comme une action de répression qui n'était pas nécessaire et qui ne frappa pas uniquement les éléments fascistes mais aussi la classe ouvrière.

Les grèves, les retards dans la reprise du travail, l'exil d'Anna Kethly et de Nagy, la composition sociale des groupes de réfugiés jettent à ce propos le trouble dans les esprits ouvriers spécialement dans les milieux socialistes.

- 4°) Les espoirs soulevés par la politique de détente, par les contacts multipliés récemment avec l'U.R.S.S. et les pays socialistes se sont fortement réduits.
 - 5°) Le régime socialiste, le régime de démocratie populaire ont, aux yeux de nombreuses personnes qui les considéraient avec intérêt ou même avec sympathie, subi une sérieuse perte de prestige puisque, disent-elles, "tout un peuple les combat, toute une classe ouvrière s'en méfie après en avoir fait l'expérience pendant des années."
 - 6°) Les différents groupements politiques (à l'exception du Parti Communiste), le Parlement, les organisations syndicales, une série d'organisations d'anciens combattants, de conseils communaux, des organisations culturelles ont pris ~~politiquement~~ publiquement des positions condamnant l'intervention soviétique en Hongrie.
- c) Si le courant de réprobation à l'égard de l'U.R.S.S. et du communisme fut presque général, il faut toutefois y distinguer une série de nuances importantes et une certaine évolution qui ~~au~~ au fil des jours se précise mieux :
- 1°) Dès le début, la grande organisation syndicale de gauche F.G.T.B. a eu des positions différentes de celles adoptées dans les milieux dirigeants du Parti socialiste et par les ministres socialistes.

Alors que Spaak ne parlait de la Hongrie et ignorait Suez, s'efforçait (dans son appel du 4 novembre et sa lettre à Chepilov) de rejeter sur l'U.R.S.S. toutes les responsabilités de la tension internationale et invitait implicitement à une rupture complète de toute relation et contact avec l'U.R.S.S., la F.G.T.B. appela les travailleurs à manifester pour la Paix, contre tout recours à la force pour régler les différends internationaux; si la F.G.T.B. condamnait "la répression féroce à laquelle se livre la Russie à l'égard des travailleurs et du peuple hongrois luttant pour leur indépendance nationale", elle "réprouvait tout autant la guerre que la France et l'Angleterre ont portée sur la terre d'Egypte".

La grève de 5 minutes proposée par la F.G.T.B. pour le 8 novembre a été suivie dans la majorité des entreprises, dans une série d'usines l'appui apporté par les patrons à cette grève a amené les travailleurs et des militants syndicaux à ne pas suivre le mot d'ordre; enfin dans quelques entreprises des militants ont pu expliquer davantage les événements et faire rejeter l'aspect antisoviétique que certaines voulaient donner au mouvement.

2°) Les étudiants socialistes (dont la section de Bruxelles a refusé de s'associer aux assauts du 6 novembre contre l'ambassade soviétique, les locaux et le meeting communistes), les Jeunes Gardes socialistes ont adopté également des positions qui tout en conservant leur chapitre antisoviétique, condamnaient l'impérialisme, réclamaient des négociations entre Etats pour arriver au désarmement, au retrait des troupes étrangères de tous les pays, etc...

3°) Dans la presse socialiste, si l'on a donné libre cours également

à un débordement d'injures et de calomnies à l'égard de l'U.R.S.S., on y a par contre enregistré l'expression de tendances quelque peu différentes.

"Le Peuple" a, devant les excitations de l'extrême-droite, dénoncé les excitateurs et leurs objectifs antipopulaires.

"La Wallonie" journal liégeois reflétant les vues d'importants milieux syndicaux a attaqué violemment les journaux de la chaîne De Launoit en les dénonçant comme "presse des marchands de canons". Ce même journal a dénoncé comme un mensonge l'affirmation reprise par les journaux de droite selon laquelle les travailleurs avaient fait grève le 8 contre l'U.R.S.S. "La Wallonie" rejetait cette interprétation partisane d'une manifestation ^{visant} disant-elle, à la défense de la paix et au règlement pacifique des différends.

- 4°) Les milieux ouvriers du pays ont rapidement saisi que des aventuriers s'efforçaient d'utiliser l'émotion populaire pour porter des coups aux forces démocratiques et à la paix. La présence d'anciens S.S. dans les manifestations, les incidents tels que l'attaque d'un local socialiste à Louvain, d'une camionnette du "Peuple" à Namur ont souligné la manœuvre de la droite.

Celle-ci est sautée sur les événements de Hongrie pour déclencher une campagne violente contre les socialistes et le gouvernement, en leur reprochant "d'être des complices des communistes", d'avoir été signé un accord culturel avec l'URSS au moment même où débutait la tragédie hongroise.

- 5°) Toutefois, dès maintenant, il apparaît que dans des milieux politiques importants, une série d'hommes qui ne se privent pas

d'attaquer l'U.R.S.S. pour son intervention en Hongrie, cherchent déjà à éviter l'impasse d'un antisoviétisme étroit, d'une rupture complète avec l'U.R.S.S. qui restaurerait la guerre froide.

Cela s'est traduit au cours du débat sénatorial sur la déclaration gouvernementale où plusieurs orateurs de la droite même ont marqué leur désir d'éviter les ruptures irréparables et de poursuivre les efforts pour la détente.

Au congrès national du Parti Socialiste, des positions semblables ont été enregistrées et la résolution finale tout en comportant des calomnies et de nombreux aspects négatifs, souligne néanmoins que l'affaire hongroise réglée, il faut reprendre les efforts pour la détente.

Ces positions répondent en partie à un sentiment sain qui a repris rapidement le dessus dans l'opinion. Celle-ci, tout en gardant sa méfiance et son opposition à l'égard de l'U.R.S.S. et du communisme condamne le recours à la force et les va-t-en-guerre.

4. La position du Parti Communiste en Belgique

Le Parti a marqué sa position dans trois documents principaux :

La résolution du Comité Central du 28 octobre

La résolution du B.P. du 5 novembre

La lettre au Premier Ministre du 11 novembre.

Ces positions ont essayé de répondre aux principaux objectifs suivants :

1) Servir notre peuple et notre classe ouvrière

- a) en lui fournissant des explications et les informations les plus sérieuses possibles sur les événements

- b) en l'aidant ainsi à se garder des excitateurs et des manoeuvres de la réaction; en s'efforçant de soustraire le plus rapidement possible la classe ouvrière et la population à l'influence de ceux qui essaieraient de l'entraîner dans une psychose de guerre et d'entretenir un climat propice aux pires aventures antisoviétiques.
 - c) en prenant rapidement certaines initiatives en faveur d'une politique de paix et de mesures permettant de reprendre et d'accentuer la détente internationale, de garantir le droit des peuples à l'indépendance et à la sécurité, de progresser dans la voie de la coexistence pacifique (voir notamment la lettre du Bureau Politique au Premier Ministre et les deux journaux spéciaux).
- 2) Préserver et développer l'esprit d'internationalisme prolétarien :
- a) en évitant un "prosoviétisme" simpliste et sectaire qui souvent en déformant le vrai visage de l'U.R.S.S. a fait du tort à la cause de l'Union Soviétique et du socialisme
 - b) en repoussant avec énergie toute tendance à l'antisoviétisme qui ne peut qu'aggraver les dangers de guerre et faire le jeu dans le monde entier des ennemis des travailleurs.
 - c) adopter une attitude positive de solidarité à l'égard du peuple hongrois en appuyant les initiatives de ses dirigeants qui dans une situation extrêmement difficile s'efforcent de briser les restes de la contre-révolution horthyste, de regrouper les forces ouvrières et démocratiques hongroises pour la défense des conquêtes socialistes et de repartir de l'avant en corrigeant les erreurs qui dans le passé ont

freiné la construction du socialisme et contribué à donner aux groupes fascistes un terrain favorable à leur coup de force.

- 3) Pour mener à bien ces tâches qui nous attendent, renforcer l'unité du Parti autour des positions définies par son XIe Congrès et des grands enseignements donnés par le XXe Congrès du P.C.U.S.

Le Comité Central a notamment eu comme souci constant d'aider les communistes à rompre le moins possible par des positions sectaires, les positions de repli sur soi-même les liens qui les unissent aux travailleurs socialistes, aux organisations ouvrières dans lesquelles ils militent.

- Les événements ont été et sont encore l'objet de discussions animées dans le Parti. De nombreuses assemblées de sections et de cellules, de conférences de cadres se déroulent depuis le début novembre. Le Parti a ~~xxx~~ enregistré quelques défections dont la plupart sont dues à des sentiments de peur devant les attaques forcenées de l'anticommunisme. Quelques autres sont motivées par des positions sectaires de camarades à qui l'on n'a pu encore faire comprendre les efforts faits par le Parti pour se rapprocher des travailleurs socialistes; ces camarades voyant l'antisoviétisme que manifestent des organismes de direction du Parti Socialiste n'admettent pas que l'on cherche encore toutes les occasions pour fraterniser avec les travailleurs socialistes et pour livrer des combats communs. Ces mêmes camarades reprochent d'ailleurs à l'U.R.S.S. d'adopter également des "positions de compromis" (critiques à Staline, invitation de Spaak à Moscou, etc.). On a noté également une légère diminution dans les ventes de la presse communiste : 1 à 2%.

Le Parti s'efforce d'expliquer inlassablement l'origine et l'évolution

des événements de Hongrie en montrant qu'il y eut là deux sources de difficultés : les erreurs des anciens dirigeants et la conspiration fasciste.

Dans notre presse, c'est surtout sur l'élément conspiration fasciste que l'accent est mis.

Dans les réunions du Parti, nous nous sommes efforcés de mieux expliquer les erreurs commises par l'ancienne direction et le Parti des Travailleurs Hongrois.

Les critiques émises à l'égard des anciens dirigeants hongrois et du Parti des Travailleurs soulèvent chez un nombre assez important de camarades de l'incrédulité et d'un certain désarroi. Ces camarades comprennent difficilement que cela ait pu se produire et hésitent à laisser s'écrouler la vue idéale qu'ils avaient de la Hongrie populaire.

Nous nous efforçons de leur montrer précisément que les erreurs commises n'ont rien de commun avec le socialisme ou le régime de démocratie populaire, qu'elles ne sont que de grossières déformations de ce qu'est le socialisme, qui ne peut être mis en cause.

Nous nous efforçons également de préciser davantage les perspectives qui se présentent aujourd'hui devant notre Parti et notre classe ouvrière à la lumière des enseignements du XXe Congrès du P.C.U.S. Nous soulignons l'extension prodigieuse de la force du camp socialiste et aussi la nécessité pour le Parti d'améliorer son travail, sa formation idéologique nécessaire pour faire face avec succès aux responsabilités qu'il assume devant notre peuple et le mouvement ouvrier.

Nous estimons que les critiques formulées à l'égard de notre

presse centrale, lui reprochant de ne pas être suffisamment polémiques envers la presse adverse, ~~xxx~~ sont justifiées et qu'un redressement s'impose en ce domaine.

Du point de vue propagande en général, le Parti a lancé depuis le 7 novembre, deux éditions spéciales du "Drapeau Rouge" qui ont été diffusées ensemble à environ 600.000 exemplaires dans les principaux centres ouvriers du pays.

BP39-1957

Aux Membres du Bureau Politique .

PROJET DE SCHEMA POUR LE RAPPORT AU COMITE CENTRAL
SUR

PLAN DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET IDEOLOGIQUES.

I. Introduction :

- Rappel de l'activité passée en matière économique et idéologique, caractère sporadique - axé sur études des textes et non sur la connaissance de la situation objective.
B'où dogmatisme tendant à "mettre la réalité en conformité avec les textes". Ex. de dogmatisme: paupérisation.
- Nécessité de la connaissance de la réalité objective et de son évolution pour aboutir à la détermination d'une ligne politique juste.
- C'est être marxiste que de procéder à la recherche constante de la réalité, ainsi peut-on découvrir des faits nouveaux qui amènent des idées nouvelles .

Marxisme : science basée sur théorie matérialiste, employant la méthode dialectique de recherche .

- C'est la recherche qui a permis le développement de la science marxiste. Ex: Explication Marxiste de l'histoire :
 - l'économie détermine les réactions humaines
 - la lutte des contraires impulse les transformations.

Analyse par Marx du Capitalisme ascendant (Le Capital)

- contradiction entre la propriété privée des moyens de production et le caractère social de la production,
Plus value,
accumulation (tendance à paupérisation).

Analyse par Lénine du Capitalisme au stade des monopoles (Impérialisme, dernier stade du capitalisme).

Rôle du capital financier - ~~accumulation~~ - concentration - marchés .

Analyse des expériences de la Révolution d'Octobre et de l'édification du Socialisme en U.R.S.S. (Lénine - Staline)

Analyse de l'expérience Chinoise (Mao Tse Tung)

Analyse de l'expérience des pays de démocratie populaire.

Ces travaux montrent l'importance des idées nouvelles : Lénine fut audacieux, les marxistes dogmatiques lui reprochèrent ses théories sur le rôle des Soviets (non prévu par Marx!), sur la révolution dans un seul pays, sur la N.E.P.

Mao Tsé Toung formula des idées audacieuses en conférant à la paysannerie chinoise le rôle révolutionnaire dominant dans une phase initiale .

2. La Recherche au stade actuel .

L'idée se répand de plus en plus dans les P.C., de la nécessité d'une analyse approfondie du capitalisme actuel, ayant atteint le stade des "Supermonopoles", d'une concentration toujours plus grande, de la domination de l'impérialisme U.S.A. , mais se trouvant maintenant en face d'un camp socialisme, d'un camp de la Paix et de peuples coloniaux qui ne lui laissent plus une grande liberté de mouvement .

On se réjouira de l'initiative prise par le P.C.U.S. de créer un Institut pour l' étude du capitalisme actuel.

Il ne fait cependant pas de doute que les P.C. des pays capitalistes doivent contribuer en tant tout premier lieu à ces recherches .

Il convient donc d'étudier les travaux des Partis frères.

3. Plan de recherches économiques.

L'ancien C.C. et son B.P. ont en vue du XII^e . Congrès procédé à une étude de la situation économique de la Belgique .

Cette étude a mis en évidence des faits très intéressants montrant par exemple:

- répartition toujours plus injuste du revenu national
- accumulation des richesses entre les mains d'une minorité
- le haut niveau de production
- le rôle des monopoles, etc...

Il faut pousser cette recherche plus loin .

Des questions se posent auxquelles nous devons trouver une réponse afin de pouvoir combattre l'idéologie bourgeoise et réformiste.

Il serait intéressant d'orienter nos recherches économiques dans trois directions:

1. Niveau de vie :

- A) déterminer ce que la classe ouvrière a acquis au cours de la dernière période (Haute conjoncture - productivité)

Confronter cet acquis avec ce qu'elle aurait dû avoir si le protocole de productivité avait été scrupuleusement appliqué .

- B) Faire une étude à publier - recherchant les causes de la haute conjoncture en Belgique, les possibilités (réserves) du capitalisme en Belgique, sur le rôle de la politique d'armement, les industries nouvelles, les exportations, sur l'extension du marché intérieur.

- C) Faire des recherches sur les besoins actuels (minimum vital) des travailleurs.

686

2. Paix : estimer quelles seraient les conséquences économiques en Belgique d'une situation de Paix .

3. Lutte contre les Monopoles - pour le Socialisme :

Faire une étude, à publier, sur

- 1) les avantages immédiats pour le peuple si les 30 milliards de profit des monopoles étaient mis au service du peuple;
- 2) quelle serait la situation d'abondance, de richesse et de bien-être d'une Belgique socialiste.

4. Plan de recherches idéologiques.

Sur ce terrain il faut trouver des explications, des arguments pour combattre l'idéologie bourgeoise et Sociale démocrate, qui freinent le développement de la lutte du Mouvement ouvrier .

Non seulement faut-il combattre les théories de l'adversaire, mais aussi fournir des explications claires et convaincantes sur nos conceptions (lutte contre monopoles. Voie au Socialisme - passage pacifique etc..).

Montrer dans les conditions de la Belgique, la supériorité du Socialisme sur le capitalisme .

Engager le dialogue avec les intellectuels sur les notions de liberté - centralisme démocratique - dictature du prolétariat.

Nous proposons d'orienter les recherches dans le sens suivant :

- A) Publier un document sur notre conception de la liberté et de la démocratie.
- B) Rôle et nécessité du P.C., parti révolutionnaire.
- C) Réfutation des arguments sur Cycle infernal, inflation, pouvoir concurrentiel et nécessité de la lutte ouvrière pour impulser le progrès .
- D) Sur les conditions politiques nécessaires pour que les mesures antimonopoles soient utiles à la classe ouvrière.
- E) Sur la voie vers le Socialisme, les conditions d'un passage pacifique.
- F) Sur l'unité du mouvement communiste international.
- G) Recherches sur les conditions de la création du P.C.B.

5. Enseignement .

Nous envisageons:

- 1) Ecole centrale , à Gleenskerke .

Pour des militants ayant déjà suivi des cours à l'échelon fédéral.

Durée : 15 jours.

Période: 1 juillet au 31 août .

Places: 25. (4 séries = 100 - dont 50 wallons et 50 flamands)

Conditions: logement sous la tente : nourris.

Cours de 9 à 12 H. après-midi, temps libre.

Soir: organisation : débats larges

ciné

conférences

Les camarades peuvent amener leur femme (qui payerait sa nourriture) .

Programme :

1. Holdings et monopoles
2. Le mouvement ouvrier belge, le rôle du P.C.
3. Réfutation des théories sur le cycle infernal, l'inflation, le pouvoir concurrentiel.
Le P.C. Parti du progrès et de la satisfaction des besoins.
4. La voie vers le socialisme, le passage pacifique .

2) Les Cercles d'études :

Les expériences vécues au cours des dernières années n'ont pas donné des résultats satisfaisants .

Cause : sujets manquent d'actualité.

ex: Succès des cercles sur Staline: Problèmes économiques

Insuccès des cercles sur Précis d'Economie .

Le manque d'homogénéité du C.C. n'a pas été favorable non plus . Or avec 75 membres, ce sera encore moins homogène.

Il y a une expérience qui mérite une certaine attention, c'est celle des séminaires qui se sont tenus à Bruxelles et à Liège .

Peut-être pourrait-on organiser des débats sur le plan fédéral auxquels les membres du C.C. et du B.P. prendraient part.

Le sujet à traiter ayant trait à l'actualité. (Ex. les contradictions (Mao Tse Toung) - La direction du P.C.G. - La théorie sur la ligne des masses. - L'unité du mouvement communiste international. - l'unité du Mouvement Ouvrier en Belgique) .

- 3) Au B.P. - La discussion de problèmes idéologiques serait préférable dans le cadre de ses activités ordinaires, en liaison avec l'actualité et les problèmes à résoudre .

6. Publications :

Nous avons proposé plus haut la publication de certaines études .

Le D.R. peut être mis à contribution par la publication de nos travaux ainsi que des informations sur les travaux des Partis frères .

7. Cadres :

Recherches économiques: G. Moulin + E. Lalmand + Boulanger et d'autres camarades susceptibles d'aider.
 Recherches idéologiques: G. Moulin + les membres du B.P.
 Duchateau
 Michielsen
 Drumeaux
 Henri Buch

8. Travaux à entreprendre immédiatement .

- 1) Se tenir au courant des publications économiques belges; G. Moulin
- 2) Se tenir au courant des travaux des Partis-Frères: la répartition de la lecture et de l'information au B.P. est à faire.
- 3) Tenue de la rubrique dans le D.R. G. Moulin.
- 4) Publication pour fin août d'une étude sur la haute conjoncture en Belgique. E. Lalmand
- 5) La situation d'une Belgique Socialiste . G. Moulin.
- 6) Liberté et démocratie, par E. Burnelle .

E. 1857

MARCHE COMMUN, SOCIALISME, AVENIR ECONOMIQUE ET SOCIAL.

L'idée d'une Europe unie ou unifiée dont le traité du Marché Commun est la dernière mouture, pourrait-on dire, n'est pas nouvelle.

Il serait erroné cependant de baser sur des rappels historiques l'essentiel d'une étude sur l'Europe telle que ces protagonistes la veulent aujourd'hui.

L'Europe vue par Napoléon, vue par Hitler et réalisée durant 4 ans au prix des souffrances que l'on sait. L'Europe voulue au lendemain de la victoire des alliés par les organisateurs du Pacte Atlantique, ont certes des traits communs.

Le principal de ces traits communs c'est que la tendance qui vise à unifier l'Europe est une tendance capitaliste. Les capitalistes ont besoin, au fur et à mesure que leur régime avance vers son déclin, de supprimer certaines frontières nationales, tout comme à l'aube de leur ascension ils ont supprimé les vieilles frontières régionales de la féodalité.

Il faut cependant ajouter quelque chose à cette constatation: c'est que lorsqu'on parle d'Europe, on ne parle jamais (ou presque) de l'Europe géographique, de l'Europe tout entière, on parle essentiellement de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, de la Hollande, du Grand Duché de Luxembourg, de l'Italie.

Pourquoi cette limitation dans les faits d'un terme en principe beaucoup plus général ?

La réponse est parce que les pays intéressés sont les pays où le capitalisme a vu le jour, les pays où il s'est transformé de

la manière la plus classique de capitalisme de la libre concurrence en capitalisme des monopoles, des trusts, des holdings ou, si l'on veut résumer la chose en un mot, en capitalisme banquier .

Si dans ces pays le capitalisme est ancien, cela a eu une conséquence extrêmement importante et on pourrait dire, en ce qui nous concerne aujourd'hui, la conséquence la plus importante: c'est que le capitalisme a lui-même développé un mouvement ouvrier extrêmement puissant et riche d'une grande expérience de plus en plus fortement attaché aux idées du socialisme, de plus en plus conscient de sa force et de plus en plus enclin à utiliser cette force .

§ § §

C'est à la lumière de cette première constatation que nous allons étudier brièvement le Marché Commun .

Tel qu'il est conçu, le traité du Marché Commun a un but essentiel qui est en même temps son seul but véritable. Ce but c'est de faciliter la concentration des entreprises à l'échelle européenne, de faciliter aux banques qui sont les propriétaires de ces entreprises une exploitation accrue (en termes capitalistes on dit: plus rationnelle) des travailleurs de l'Europe entière .

Pour en arriver à ce résultat le traité du Marché Commun édicte quelques règles qui doivent retenir toute notre attention : suppression des frontières, suppression des passe-port, suppression progressive des taxes à l'importation et à l'exportation, égalisation des lois sociales, des conditions de travail et du niveau de vie des populations.

Il faut bien remarquer que toutes ces mesures ainsi énoncées ont quelque chose de sympathique et c'est d'ailleurs ce qui les rend tellement populaires dans les milieux influencés par l'idée socialiste; elles correspondent en apparence et à première vue à une vieille aspiration des peuples de notre région Européenne à être unis, à ne plus être séparés par des barrières légales qui semblent, dépassées par l'histoire, ridicules, mesquines.

Mais il ne faut pas se laisser aller à un optimisme béat. A première vue la suppression des frontières, la libre circulation des travailleurs, l'égalisation du niveau de vie et des conditions de travail des populations, sont autant d'armes pour nos banquiers comme pour ceux d'Allemagne, de France, Italie et d'ailleurs servant dans leur esprit à faciliter l'exploitation des travailleurs européens.

Il y a plus grave - les taxes, les barrières douanières constituant un frein jusqu'ici à la concurrence entre les monopoles des différents pays européens. Dans quelques années, si le traité du Marché Commun est appliqué, ce frein aura disparu; on verra des régions entières, des pays entiers désindustrialisés au profit d'autres dont les monopoles auront réussi à évincer leurs concurrents.

Ce qui vient d'être dit n'est pas une vision prophétique, c'est la description d'un phénomène qui est déjà vivant et dont les effets se font déjà sentir dans notre pays. Si l'on n'y prend garde, les monopoles de l'Allemagne Occidentale notamment qui ont pour champ d'action les mêmes industries essentielles que les nôtres (l'acier et le charbon) étoufferont la vie économique de notre pays. Lorsque la chose sera faite, il sera relativement aisé à ces monopoles

de battre en brèche toutes les victoires sociales remportées au prix de dizaines d'années de lutte par les ouvriers de chez nous.

Cela sera si ...

Si quoi ?

S'il ne se trouve pas en Belgique et ailleurs des gens inspirés, des socialistes, des militants ouvriers, des intellectuels, des hommes avisés et sages capables d'utiliser dans un but progressiste le traité que les capitalistes ont eux-mêmes rédigé pour faire leur Marché Commun .

En effet, on ne prend pas les mouches avec du vinaigre et les rédacteurs du Marché Commun n'ont pas oublié cette vérité élémentaire.

Bien des clauses du traité sont inspirées d'idées fort généreuses, par exemple: le droit au travail, la sécurité d'existence assurée, l'égalité des droits de l'homme et de la femme dans toutes les activités de la vie, la nécessité d'éduquer la jeunesse des différents pays européens afin de créer une main d'oeuvre extrêmement qualifiée, ce sont là des attrape-nigauds qui peuvent devenir , si les syndicats, les partis communistes et socialistes, les militants politiques d'idées progressistes le veulent tous ensemble, des objectifs de combat extrêmement précieux et de nature à transformer le traité du Marché Commun de machination capitaliste qu'il est au départ en un excellent terrain de bataille pour les forces socialistes des pays intéressés .

C'est ainsi qu'il faut voir le traité du Marché Commun : sans illusion mais aussi sans aucun abattement.

En fait, ce traité tranpose sur le territoire de plusieurs pays les problèmes essentiels devant lesquels nous nous trouvons confrontés en Belgique. Ces problèmes essentiels sont: abattre la puissance des monopoles et des banques, donner à la classe ouvrière et aux couches travailleuses du peuple entier un pouvoir de plus en plus grand dans la direction des affaires du pays; par conséquent, sur le plan européen, il s'agit de savoir si, dans un laps de temps plus ou moins court, les syndicats et les partis politiques qui se réclament du socialisme, arriveront à s'unir pour dire leur mot dans les affaires de l' Europe comme ils disent leur mot aujourd'hui dans les affaires de leur pays respectif .

§ § §

La dernière question qu'il faut poser maintenant c'est : que doit ~~être~~ penser la jeunesse estudiantine des traités du Marché Commun. La réponse à cette question est fort simple: la jeunesse estudiantine ^{doit savoir} que son avenir dépend essentiellement de la force que le mouvement ouvrier aura dans les années à venir. La capacité qu'il manifestera de faire avancer notre société vers la seule solution possible, la seule rentable, la seule qui garantit les développements économiques , social et scientifique de l'humanité.

Ici il faut bien se référer aux événements bouversants qui se sont produits dans les derniers mois. Un préjugé déjà vieux faisait considérer aux populations de nos pays pris dans leur ensemble, que le socialisme tel qu'il était réalisé en Union Soviétique, en Chine, dans les Démocraties Populaires, était ~~maximalisme~~ une solution

à la fois douloureuse et boiteuse; une propagande savante avait réussi à installer dans les cerveaux l'idée que la réalisation socialiste était artificielle obtenue uniquement par des moyens de coercition.

Aujourd'hui, même les capitalistes doivent reconnaître que cette thèse était fausse; ils doivent reconnaître que les facteurs scientifiques en U.R.S.S. et dans les autres pays du socialisme, sont le fruit d'une éducation populaire développée à un degré inconnu jusqu'à ce jour. Ils doivent reconnaître que si l' U.R.S.S. est en passe de devenir la première puissance économique et scientifique du globe dans tous les domaines, c'est parce que les études, la formation d'intellectuels sont là bas mieux organisés que partout ailleurs.

Voilà ce que la jeunesse estudiantine doit penser du traité du Marché Commun. C'est qu'il faut s'en servir pour promouvoir chez nous une politique de l'enseignement de l'Instruction Publique permettant à un nombre toujours accru de fils de travailleurs de faire des études au moins moyennes-supérieures, gratuitement, sans parler des études universitaires gratuites, qui sont également à notre portée si nous le voulons .

Mettons les protagonistes de l'idée européenne d'aujourd'hui au pied du mur.

Prenons à la lettre leurs déclarations enthousiastes .

Prenons à la lettre les discours qu'ils font volontiers sur le bond en avant vers un avenir de progrès que nous fera faire le Marché Commun et nous verrons bien qui, parmi les européens, est sincère ou ne l'est pas .

Note pour les membres du B.P.

Projet de loi sur la protection ~~xxx~~ contre l'abus de la
puissance économique

I. Introduction

Le projet s'inspire de ce qui a été réalisé dans plusieurs pays capitalistes en matière de législation anti-monopoles. C'est pourquoi nous avons jugé utile de rassembler, au début de cette note, quelques renseignements d'ordre général à ce sujet.

Pendant longtemps la législation anti-trust a été un monopole des U.S.A. et du Canada; ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale qu'elle a pris une sérieuse extension dans de nombreux pays.

Dès 1889 le Canada légifère contre les monopoles, mais la loi est fort peu appliquée.

Aux E.U. la première loi anti-trust, Sherman Act, date de 1890.

Parmi les pays capitalistes qui depuis ont légiféré en la matière, on trouve notamment le Royaume Uni, la France, la République fédérale allemande, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège, le Japon, l'Afrique du Sud.

Dans certains pays, le monopole, le trust est condamné comme tel (tout au moins en principe) notamment aux Etats-Unis.

Dans d'autres pays, le but que s'assigne le législateur n'est pas de combattre les trusts, monopoles, cartels et ententes comme tels mais de déceler et éventuellement de mettre fin aux abus de nature à nuire à l'intérêt public.

Les faits démontrent qu'aux E.U. où le législateur a cependant adopté l'attitude la plus intransigeante à l'égard des trusts et monopoles, ceux-ci ont néanmoins réussi à y acquérir une puissance économique dont on chercherait en vain le pendant dans le reste du monde capitaliste.

Dans la plupart des autres pays, la législation anti-trust en est encore à ses débuts et il est probablement trop tôt pour émettre un avis définitif quant à son efficacité.

§§§

L'américain W. Friedman, qui a publié en 1956 un ouvrage fort documenté sur les "Lois anti-trusts" constate combien il est difficile de concilier la liberté d'entreprise et de commerce et la protection de la société contre les abus de la puissance économique.

" Il est généralement admis - constate l'auteur - qu'une société, aussi organisée soit-elle, ne peut se passer de la compétition."

" Une société socialiste ne peut pas plus qu'une société capitaliste se dérober à ce problème."

" Par ailleurs, il saute aux yeux qu'une certaine coopération, voire une certaine concentration des ressources aussi bien dans le secteur de la production que dans celui du commerce est indispensable dans le cadre de l'industrie moderne."

" Mais, au delà d'un certain point, une centralisation plus poussée, ou l'agrandissement de l'entreprise ou du volume de la production n'entraînent aucun progrès dans la rationalisation et l'efficacité et peut en fait provoquer un recul. Par contre, il peut en résulter une aggravation du danger d'exploitation monopolistique (...)"

" En Angleterre comme dans le reste de l'Europe, le recours à la socialisation totale ou partielle des ressources, a été longtemps considéré comme le seul moyen capable de pallier les conséquences néfastes d'une liberté totale en matière de concentration des ressources conduisant à la limitation ou à la suppression de la concurrence. Ce n'est que depuis la dernière guerre qu'une législation dirigée contre les monopoles et autres pratiques restrictives a été retenue comme une solution pratique, également au dehors des Etats-Unis."

A propos des deux systèmes adoptés : a) l'interdiction des monopoles b) la recherche et l'élimination des abus, l'auteur fait remarquer que dans le 1er système le rôle principal est joué par les tribunaux ce qui rend difficile le fonctionnement d'organismes spéciaux plus particulièrement qualifiés en la matière. Il cite comme exemple les E.U. et le Canada où les avocats jouent un rôle décisif dans la législation anti-trust.

Par contre, dans les pays qui ont adopté le deuxième système, c'est l'analyse d'une situation concrète et l'élaboration de rapports ad hoc qui passent à l'avant-plan tandis que le juge et l'avocat ne jouent plus qu'un rôle subordonné sinon aucun.

W. Friedman donne dans son livre une énumération des procédés et méthodes qui sont généralement considérés (dans le monde capitaliste) comme des pratiques restrictives qui ne peuvent être tolérées (au moins en principe).

- 1) Toute mesure visant à limiter ou à supprimer la liberté d'entrée à des nouveaux venus ou impliquant une discrimination à l'égard de n'importe quelle entreprise.
- 2) La répartition des marchés qui a pour conséquence de créer un monopole pour chacune des firmes appartenant au groupe.
- 3) Les soumissions frauduleuses qui éliminent en fait la concurrence entre les soumissionnaires au détriment du client.

- 4) Empêcher que soit utilisé un brevet ou un quelconque progrès technique par le recours au contrôle monopolistique ou par des accords restrictifs.
- 5) L'élimination d'un ou de plusieurs concurrents par la vente temporaire de certaines marchandises au-dessous du prix de revient.
- 6) Des accords par lesquels un vendeur économiquement fort fait dépendre la vente de ses produits de l'achat ou de la location simultanées d'autres produits.

Un autre économiste bourgeois constatait récemment :

" Le domaine de ce qui est généralement compris sous la formule "pratiques commerciales restrictives" change constamment. De plus en plus des méthodes nouvelles de vente se mettent à faire partie du tableau. Elles peuvent certes être dominées par la législation conventionnelle contre les monopoles (...) mais elles peuvent sans aucun doute constituer des "invasions", des empiètements dans le domaine de la compétition (...).

" L'énorme force de la publicité contribue également à la consolidation d'une position de grande influence économique. La publicité ne fera généralement pas augmenter les dépenses des consommateurs; dans sa nouvelle forme la publicité tend à rendre les consommateurs plus ou moins aveugles aux comparaisons de prix et de qualité (...).

" (...) une telle entreprise peut employer une grande partie des bénéfices issus des réductions de prix de revient pour noyer n'importe lequel des concurrents possibles dans un flot de publicité.

" La situation actuelle du marché des produits de lessive dans plusieurs pays européens donne une illustration caractéristique des grandes possibilités dont peuvent disposer à cet égard les grandes coalitions."

Cet exemple démontre que la puissance énorme que détiennent ces grandes coalitions leur permet, par le recours à des méthodes constamment renouvelées, de se soustraire à la législation anti-trust.

W. Friedman a établi une liste des critères généralement retenus pour vérifier si la concurrence est effective.

- 1) Liberté de choix pour clients et vendeurs.
- 2) Qualités des marchandises et des services.
- 3) Nombre de bénéficiaires de la méthode utilisée.
- 4) Efficience dans la production ou la distribution.
- 5) Bien-être du personnel.
- 6) Tendance au progrès dans le développement technique.
- 7) Prix demandés aux clients.
- 8) Conditions favorables à l'intérêt public du fait qu'elles contribuent à la défense du pays contre l'agression.
- 9) Tendance à sauvegarder les ressources naturelles du pays.

§§§

L'étude de la législation anti-trust, en vigueur dans les pays capitalistes fait ressortir clairement la contradiction entre le souci de porter remède aux abus de la puissance économique et la volonté de maintenir la libre concurrence. En effet, le jeu de la libre concurrence en régime capitaliste conduit inévitablement à la concentration capitaliste avec son corrolaire : l'accroissement progressif de la puissance économique dans le chef de quelques groupes financiers dont le pouvoir croît au fur et à mesure que leur nombre diminue.

Dans la législation anti-trust il est beaucoup question de l'intérêt public lésé par certains abus de la part des puissances économiques.

Il faut cependant voir que la distinction entre les intérêts des monopoles et l'intérêt public est difficile à faire lorsqu'on part du point de vue, comme c'est le cas en régime capitaliste, que l'intérêt public postule l'expansion économique qui va de pair avec la concentration capitaliste, c.à.d. avec l'accroissement de la puissance économique détenue par quelques oligopoles.

C'est pourquoi, pensons nous, mal poser le problème que de prétendre dissocier, en régime capitaliste, la concentration de la puissance économique et les abus auxquels elle conduit inévitablement de par sa nature même.

Thorsten Odle, directeur de l'Institut de Recherches de l'Union Coopérative Suédoise écrit à ce sujet : ("La législation européenne contre les monopoles" "Cartel" avril 1957)

" Même si une concurrence réelle ou potentielle combinée avec les conditions de demande, fixe une limite plus ou moins définitive à l'influence des cartels et des coalitions sur le niveau des prix dans un pays ou un secteur appliquant le libre commerce, même dans ces conditions on ne saurait sousestimer le fait que des positions de puissance une fois

acquises, possèdent une faculté inhérente de croissance et de renforcement et que les moyens fondamentaux - contrôle sur les matières premières, inventions, brevets techniques, débouchés de distribution - sont très souvent assez efficaces pour limiter définitivement la concurrence qu'elles jugent indésirables. Dans ce cas, les consommateurs ou usagers ne profitent que modérément des réductions de prix de revient. Des réductions des prix de vente peu importantes n'excluent nullement un profit accru du monopole."

La législation anti-trust s'avèrera vaine aussi longtemps qu'elle s'abstiendra de combattre le mal dans sa racine, en privant les oligopoles des moyens qui leur permettent de contrôler l'économie nationale et de la gérer en fonction de leurs propres intérêts qui ne coïncident guère avec l'intérêt public.

§§§

Nous croyons utile de résumer ici les conclusions du rapport de la F.G.T.B. 1956. "Holdings et démocratie économique".

- Quelques groupes financiers, dominés eux-mêmes par une poignée d'hommes ou de familles ~~xxxxxx~~ contrôlent la plus grande partie de l'économie belge et congolaise.
- Les "groupes" exercent une influence prédominante dans le domaine de l'énergie, de l'industrie lourde, des transports maritimes et des sociétés de tramways, des banques et dans plusieurs secteurs de l'industrie légère. Ils ont des intérêts considérables dans d'autres branches industrielles (textiles, sucre, papeterie). Ils sont les maîtres de l'économie congolaise. Ils ont des participations importantes dans de nombreux pays étrangers. Les positions clés qu'ils occupent permettent, au surplus, (notamment par leur capacité d'octroi de crédits et de prêts) d'exercer une influence sur les branches de l'économie et les entreprises dans lesquelles ils ne sont pas représentés directement.
- Les divers groupes sont souvent liés les uns aux autres par des ententes.
- Le haut degré de concentration financière réalisée en Belgique et, en particulier, le contrôle de la majeure partie de l'économie nationale par quelques groupes ne se retrouve dans aucun autre pays industrialisé.
- En régime capitaliste, l'appartenance d'une entreprise à un groupe permet à ce dernier de la dominer complètement.

Lorsque quelques groupes financiers contrôlent la plupart des entreprises importantes d'un pays, ils sont dès lors en mesure de déterminer le rythme et les modes d'expansion de l'économie nationale et ils deviennent en fait responsables de son développement.

- Ce qui précède ne montre qu'un aspect de la concentration capitaliste. En effet, les entreprises ne sont pas seulement addiliées à des groupes. D'un côté, certaines ont, en outre, acquis des monopoles; de l'autre, elles sont fréquemment ~~liées~~^{liées} entre elles par des accords de cartels.

- Ces groupements s'efforcent de peser sur les décisions des pouvoirs publics et d'obtenir de ceux-ci une protection directe ou indirecte, voire des subsides ou une réglementation qui leur soit favorable.

Après une analyse du rôle conservateur des groupes financiers et des holdings, le rapport de la F.G.T.B. traite des "abus financiers".

- Lorsque le même groupe contrôle des charbonnages, des usines sidérurgiques, des entreprises de métaux non-ferreux, des banques, des verreries etc..., il peut transférer les bénéfices d'une des entreprises à une autre en vue de réduire les charges fiscales globales ou même pour provoquer l'octroi de subsides publics. Le système permet également de réduire les profits de certaines sociétés pour éviter des revendications syndicales. L'absence d'une législation sur l'enregistrement comptable déterminant des critères précis de comptabilisation et d'évaluation, d'une part; l'affiliation des entreprises à des groupes, d'autre part, laissent la porte ouverte aux manipulations et transforment les comptes ~~publiés~~ publiés en des documents souvent dénués de signification. Il faut encore ajouter que, jusqu'ici, la surveillance des comptes des sociétés a été confiée, dans la plupart des cas, à des commissaires incompetents, inactifs ou sans aucune indépendance à l'égard des Conseils d'administration.

- Les participations croisées ou en cascade, de même que les créations artificielles de sociétés permettent également de gonfler les rémunérations et les tantièmes des dirigeants, de leur famille et de leurs protégés.

- Lorsqu'un holding contrôle plusieurs sociétés qui ont à leur tour des filiales, les administrateurs perçoivent leurs tantièmes plusieurs fois sur le même bénéfice de base. Ils peuvent également bénéficier de traitements, de jetons de présence et d'avantages divers de plusieurs sociétés en groupe.

- D'autre part, la connaissance préalable de la situation des diverses sociétés ou des conditions d'opérations financières envisagées (fusion, absorption de sociétés et unification des titres) permettent aux dirigeants de prendre des positions en bourse au détriment de la masse des petits actionnaires.

- Il serait intéressant de procéder un jour au calcul des "faux frais" que les holdings mettent à la charge de la collectivité.

- La puissance extraordinaire des holdings leur permet d'exercer une action politique, d'agir sur l'opinion publique.

Maintes parlementaires et anciens ministres siègent dans les Conseils d'administration des grandes sociétés ou aspirent à y rentrer un jour.

D'autre part, il est à peine besoin de souligner l'influence que peuvent exercer des groupes financiers sur la presse, notamment grâce à la publicité.

Pour finir, le rapport de la F.G.T.B. traite des remèdes.

Elle revendique la création immédiate d'une commission officielle d'enquête sur tous les aspects de la concentration économique et financière en Belgique et au Congo.

- Cette Commission devrait comprendre des représentants des pouvoirs publics, des organisations syndicales et patronales ainsi que des personnalités scientifiques.

- Elle serait pourvu d'un statut public et habilitée à examiner tous les aspects de la concentration capitaliste, les pouvoirs d'investigation devraient être très larges, analogues à ceux attribués aux commissions déjà chargées à l'étranger d'enquêter sur les ententes et les trusts (1).

- Sa mission serait d'établir contradictoirement les faits et de les porter à la connaissance du gouvernement et de l'opinion publique dans un délai fixe. Celle-ci et les pouvoirs publics seraient dès lors en mesure d'en tirer les conséquences politiques qui s'imposent.

- La réforme du statut des holdings doit être adaptée à leur rôle et à leur nature. Dans notre pays les holdings sont aujourd'hui l'organe principal de direction et de contrôle de l'économie capitaliste et ils sont étroitement liés à la structure de celle-ci.

L'influence des holdings découle, soit de la propriété des actions des sociétés qu'ils contrôlent, soit de constructions financières formellement licites, mais qui aboutissent, en fait, à "tourner" la loi actuelle sur les sociétés (participations en cascades ou "croisées" etc.).

- Même s'ils étaient, au préalable, dotés d'un statut public, les holdings ne seraient pas les "organes" adéquates d'une économie planifiée.

→ Cette transformation mettrait, en effet, à la disposition des pouvoirs publics un instrument puissant, sans doute, mais d'un maniement difficile. Mais la transformation envisagée serait tellement profonde qu'il est préférable de constituer dès le départ de nouveaux organes plutôt que de construire sur les sociétés existantes.

(1) Nous fournissons plus loin des précisions à ce sujet.

- En conclusion : la planification de l'économie, dans la ligne de la déclaration de principes de la F.G.T.B. est la vraie réponse au problème des holdings. A moins d'ajouter au désordre ou de créer le vide, une réforme radicale de leur statut suppose nécessairement l'établissement simultané d'organes de contrôle nouveaux qui puissent relayer les anciens.

§§§

Faut-il conclure de l'analyse de la F.G.T.B. qu'en attendant que puisse être amorcé le passage du capitalisme au socialisme, la législation anti-trust doit avoir pour seul objet de contraindre les holdings, groupes, cartels et ententes "à une publicité appropriée de leurs opérations, sous un contrôle public".

On peut différer d'avis à ce sujet, mais nous considérons que, de toutes façons, l'objet défini plus haut constitue, au stade actuel, l'élément essentiel de la lutte contre les holdings. En effet, pour les combattre efficacement, il est indispensable d'être parfaitement renseignés sur tous les aspects de leur fonctionnement ceux-ci à des couches aussi larges que possible de l'opinion publique.

§§§

Comme nous l'avons vu plus haut, dans le cadre de la législation anti-trust, des organismes chargés d'enquêter sur les ententes, trusts, holdings etc... ont été créés dans certains pays.

Au Canada la loi prévoit que les agissements d'un trust ou cartel peuvent faire l'objet d'une enquête avec publication éventuelle du rapport de la Commission.

Il semblerait que, dans la plupart des cas, la publication du rapport suffit pour mettre fin aux abus dénoncés.

De 1952 à 1956 douze rapports ont été publiés.

D'autres cas, plus nombreux, ont été réglés sans publication d'un rapport.

Aux Pays-Bas l'enregistrement obligatoire est prévu pour les cartels ayant pour objet, notamment, la réglementation de la concurrence entre personnes ou groupes.

En Norvège. - Les entreprises et leurs organisations doivent fournir un rapport sur leur fonctionnement en vue de permettre aux pouvoirs publics de déceler les abus de la puissance économique, les petites et les moyennes entreprises doivent fournir un rapport dans certains cas; les grandes entreprises toujours. On considère comme grandes entreprises 1) celles qui produisent, traitent ou contrôlent au moins un quart de la production ou de la distribution d'un produit en Norvège;

2) les entreprises de moindre importance si elles sont contrôlées par ou se trouvent en rapports avec des formes étrangères puissantes.

L'exécutif et l'administration disposent de pouvoirs très étendus.

Dans la plupart des cas l'autorité d'exécution est du ressort du roi (Arrêtés Royaux) mais il peut être délégué dans une large mesure au ministre ayant le contrôle des trusts dans ses attributions ainsi qu'au Bureau du Contrôle des Prix et, dans certains cas, à des agences locales (pouvoirs subordonnés).

Le Bureau du Contrôle des Prix comprend cinq membres désignés par le roi pour une période de quatre ans.

Actuellement, le Président est un magistrat de la Cour Suprême, les autres membres sont des personnalités ayant acquis une large expérience pratique dans différentes branches de l'économie.

Le bureau qui dispose de pouvoirs très étendus, supervise, approuve, rejette, modifie les accords à long terme.

Suède. - Dès 1926, la Suède prenait des dispositions légales rendant possible le contrôle de l'activité des entreprises et organisations à caractère de monopole. Tout accord comportant des restrictions de la concurrence doit être signalé à une autorité gouvernementale qui tient un registre de tels accords.

Les restrictions à la libre concurrence ne doivent être rejetées que pour autant qu'elles ont des conséquences nuisibles.

Le principe de base est que chaque atteinte à la libre concurrence doit faire l'objet d'une enquête concernant ses répercussions appréciées en fonction de l'intérêt général, de l'opinion publique et de l'intérêt du consommateur.

Aux termes de la législation suédoise, les restrictions à la concurrence doivent être considérées comme nuisibles:

- a) lorsqu'elles affectent le niveau des prix
- b) lorsqu'elles freinent la production
- c) lorsqu'elle empêchent un tiers de gagner sa vie ou lui créent des difficultés dans ce domaine.

En ce qui concerne le niveau des prix, l'avis prévaut en Suède que la protection accordée aux entreprises marginales afin de leur permettre de subsister sans avoir à fournir l'effort nécessaire en vue de réduire leur prix de revient par la rationalisation, doit être considérée comme une restriction nuisible.

Il existe en Suède une Commission de Contrôle des Prix administrée par un organisme gouvernemental spécial et qui, comme son nom l'indique, a pour mission de contrôler les prix. Il existe une corrélation étroite entre l'activité de cette commission et le contrôle général des cartels et monopoles.

Il existe également un Free Trade Council (Conseil du Commerce libre) qui est l'organisme chargé de l'application de la législation anti-trust.

Le Conseil comprend un président et huit membres.

Le Président et deux membres sont désignés par le Gouvernement.

Parmi les trois membres désignés par le gouvernement, deux sont des magistrats, le troisième est un spécialiste de l'industrie. Les secteurs de la production et de la distribution ont trois délégués représentant l'agriculture, l'industrie et la distribution.

Le secteur de la consommation est, lui aussi, représenté par trois délégués : coopératives, syndicats, fonctionnaires.

L'enregistrement obligatoire des accords de cartels a entraîné la liquidation d'un grand nombre d'entre eux.

Jusqu'à présent la législation ne prévoit pas de sanctions, les litiges étant liquidés par voie de négociations.

Si la méthode ne donnait pas les résultats espérés, le gouvernement serait disposé à recourir à des mesures plus drastiques.

Royaume Uni

Il existe une Commission des Monopoles et des Pratiques restrictives qui a pour mission de procéder à des enquêtes dans les secteurs industriel et commercial.

La législation en vigueur ne condamne ni les monopoles ni les pratiques restrictives comme telles mais le ministre peut agir contre les abus après enquête et rapport de la Commission.

Les membres de la Commission sont désignés par le ministre du Commerce.

En principe c'est le ministre qui décide des enquêtes à faire.

Abstraction faite de l'examen des cas particuliers qui lui sont soumis par le ministre, la Commission est à présent habilitée à présenter des rapports à caractère général sur les pratiques restrictives d'usage courant dans l'industrie.

Jusqu'en 1955 il n'avait été procédé qu'à une seule enquête à caractère général.

II. Le projet REY

Nous pensons utile de rappeler, en matière d'introduction, comment les milieux financiers apprécient le projet.

" Le projet ne semble pas dépasser son but : on se borne à vouloir prévenir les abus par la menace d'une répression. On ne considère pas la puissance économique suspecte comme telle; on va s'efforcer de réprimer les abus, sans plus (...). Il n'y a pas d'enregistrement obligatoire des ententes, pas plus d'ailleurs qu'un registre des puissances économiques.

Le critère pour déterminer l'abus est l'atteinte à l'intérêt général, par des pratiques auxquelles il est fait allusion aussi bien dans le traité

de la C.E.C.A. que dans celui de la Communauté Economique Européenne, dont il a fallu tenir compte de toute évidence.

Les discussions auxquelles le projet donnera lieu porteront sans doute surtout sur l'article qui stipule que le prononcé de l'injonction en cessation relève du pouvoir exécutif. Beaucoup de spécialistes en la matière estiment que seul le pouvoir judiciaire peut offrir à ce sujet les garanties suffisantes d'indépendance.

Mais le projet prévoit diverses garanties au profit des intéressés. Nous faisons allusion notamment à l'intervention du Conseil du Contentieux économique (créé en 1935) et dont l'avis devra être publié en même temps que l'arrêté ministériel ordonnant la cessation de l'abus."

(Agefi)

Pareille appréciation de la part des porte-parole qualifiés des puissances économiques nous éclaire sur la portée réelle du projet.

A. Exposé des motifs.

1. Historique

- Le bon fonctionnement de l'économie dite de marché est mis en péril par l'existence de monopoles ou d'ententes. Ceux-ci tendent à freiner ou à empêcher la concurrence, laquelle conditionne et justifie l'économie libre, risquant ainsi de détruire l'esprit même de concurrence chez les chefs d'entreprise.

- Pourquoi le gouvernement belge a-t-il estimé devoir légiférer en la matière ?

a) Il est essentiel de maintenir chez les chefs d'entreprise une mentalité vivace de concurrence.

C'est précisément cette mentalité qui conduit à la concentration de la puissance économique et à ses abus.

b) Les pays avoisinants ou à structure économique semblable prennent des mesures dans le même sens.

c) Sur le plan international, une procédure de recherche et de sanction des abus des monopoles et des ententes est en train d'être mise au point.

- En 1937, le gouvernement de l'époque chargea la sous-commission d'orientation économique (C.O.R.) au sein de l'Office de Redressement Economique (O.R.E.C.) d'examiner le problème de l'action néfaste de certaines puissances monopolistiques et de définir les principes qui serviraient de base à une législation en cette matière.

Un avant-projet fut mis au point en 1938 mais les événements empêchèrent le dépôt du projet.

En novembre 1945 le sénateur P.S.C. Ronse dépose une proposition de loi

sur le contrôle des entreprises financières.

En 1947 Buvisusart et consorts déposent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi sur la protection contre les abus de la puissance économique.

2. Principes généraux.

- Le gouvernement estime ne pas devoir adopter le point de vue que les monopoles et les ententes sont dangereux et nocifs du fait même de leur existence.
- De même, repoussant tout préjugé défavorable à leur égard, il ne veut pas leur imposer l'enregistrement obligatoire qui permettrait d'exercer un contrôle permanent sur eux.

Pourquoi ?

- Les pratiques restrictives d'Etat et la division du marché européen ont parfois obligé l'industrie belge, sous peine de disparaître ou de se concentrer davantage, de faire certains accords et certaines ententes.
- Le gouvernement se devait d'autre part d'accepter et même de soutenir certaines ententes conclues dans un but de rationalisation ou d'amélioration de la qualité, de la production ou de la coordination des efforts de recherches scientifiques ou techniques ainsi que celles faites en vue de conquérir des débouchés extérieurs.

(Ces objectifs se trouvent - mais parmi d'autres particulièrement nocifs - pratiquement dans le programme de n'importe quelle entente).

- Le rapprochement des entreprises en vue d'une politique concertée engendre certes une atténuation de la concurrence. Mais ce phénomène ne doit pas être considéré comme un mal en soi. Il procède parfois d'une évolution économique inéluctable et présente des avantages importants.

Au demeurant, la concentration de la puissance économique mise en cause en ne constitue pas un mal en soi, c'est une loi du développement de l'économie capitaliste.

Ce n'est donc pas la concentration comme telle qu'il s'agit de dénoncer et de combattre, mais bien le pouvoir détenu par les puissances économiques, pouvoir qui va croissant au fur et à mesure que se poursuit la concentration. Aussi longtemps que les holdings aurent le pouvoir d'orienter et de diriger l'économie nationale, ils feront prévaloir leurs intérêts sur ceux de la collectivité.

- Les ententes entre entreprises tendant à mener une politique rationnelle à l'égard des problèmes que pose le marché, permettent de corriger certains inconvénients de la concurrence anarchique.

La concentration capitaliste n'a pas rendu la production moins anarchique. L'expérience démontre que la planification est pratiquement impossible en régime capitaliste.

Par ailleurs, le système monopolistique, s'il atténue ou élimine la concurrence au sein de certains secteurs de la production ou de la distribution, intensifie par contre la concurrence sur un plan plus élevé. A la lutte pour le monopole se substitue la lutte entre les monopoles. (Voir la lutte entre les différentes armes aux Etats-Unis).

- Quant à déclarer illégale toute concentration ce serait risquer de mettre en danger la ~~structure~~ structure actuelle de l'économie belge. Une certaine concentration, des fusions d'entreprises concurrentes peuvent être admises lorsqu'il s'agit de la rationalisation de la production par la création d'unités de production plus modernes et plus grandes.

Du point de vue économique ces considérations sont pertinentes. Mais, en régime capitaliste, l'évolution décrite plus haut provoque sur le plan social des répercussions néfastes dont les auteurs du projet ne semblent guère se soucier.

D'après M. Rey le système de l'enregistrement des ententes n'est pas à conseiller.
- La publication des contrats d'entente serait inefficace car il est à prévoir qu'une partie seulement des conventions serait révélée tandis que les arrangements les plus importants resteraient secrets.

N'est-ce pas là l'aveu cynique que les holdings peuvent transgresser impunément la loi ?

Par ailleurs, l'expérience acquise démontre qu'à condition de doter l'organisme chargé de contrôler les ententes-monopoles-trusts etc... des pouvoirs nécessaires, celui-ci est à même de découvrir les "gentlemen's agreement" et autres accords secrets.

- Le gouvernement belge a estimé devoir retenir une solution plus nuancée que celle adoptée dans plusieurs pays.

- La position du gouvernement n'est pas de condamner les ententes ou de déclarer illégal un trust. Elle revient à constater que l'existence d'une puissance économique sur un marché confère à celle-ci un pouvoir redoutable qui peut devenir abusif; et à donner les moyens de mettre fin aux abus éventuels.

- Le système proposé présente les caractères suivants :

- 1) Défense de la liberté des marchés ainsi que des entreprises libres petites et moyennes, contre les pratiques abusives des complexes trop puissants.
- 2) Sanction des abus.
- 3) Définition des abus et mise au point d'un système d'instruction.
- 4) Intervention du Conseil du Contentieux. ⁽¹⁾

(1) Voir annexe.

- 5) Intervention d'un organisme indépendant composé de magistrats.
- 6) Possibilité pour le Ministre des Affaires Economiques et pour le commissaire-rapporteur de s'informer lorsqu'il existe des indices sérieux de l'existence sur un marché déterminé d'un abus de la puissance économique.

3) Commentaire des articles.

Des abus de la puissance économique.

La définition de la puissance économique est fort générale, elle vise les monopoles ou quasi monopoles et les ententes dans leur acception la plus générale.

Il n'est fait aucune allusion aux trusts, cartels, holdings etc.. On dit que cette omission est voulue parce que des énumérations de ce genre sont susceptibles de susciter des formes d'action concertées non prévues par la loi et d'énervier ainsi l'application de celle-ci.

- Toutes les activités industrielles, commerciales, agricoles ou financières sont considérées comme pouvant donner lieu à abus. Par activité financière on entend notamment l'activité des holdings et des trusts.

La définition de la puissance économique comprend l'exercice d'une influence prépondérante sur l'approvisionnement du marché de marchandises ou de capitaux, sur le prix ou la qualité d'une marchandise ou d'un service déterminé.

Est considérée comme prépondérante toute puissance suffisante pour déterminer à elle seule la politique industrielle commerciale et, en conséquence, des prix dans un secteur économique donné.

Il n'y a pas influence déterminante si une partie relativement importante est laissée à la concurrence.

Il faut que le sujet visé domine le marché au point que du seul fait de ses décisions, il puisse orienter celui-ci, l'équilibrer ou le déséquilibrer à sa guise.

- En pratique, l'existence d'une puissance prépondérante devra faire l'objet d'une constatation de fait.

Bien rares seront les cas où le "sujet visé" répondra à cette définition. La chose est importante parce que, comme nous le verrons plus loin, pour qu'il y ait recherche, et éventuellement sanction des abus, il faut qu'il y ait "puissance prépondérante".

- L'article 2 définit ce qui est abusif au sens du projet.

Deux conditions de fond doivent être réunies pour qu'il y ait abus :

- 1) l'existence d'une puissance économique ;
- 2) l'atteinte à l'intérêt général, soit par des obstacles mis au jeu normal de la concurrence; soit par des limitations à la liberté économique de producteurs, distributeurs ou consommateurs; soit par des entraves

prises au développement de la production ou des échanges.

A remarquer qu'il n'est pas question des répercussions sociales, chômage notamment.

Le vague de la définition de l'abus fait dépendre celui-ci de la conception qu'on se fait de l'intérêt général.

- En faisant appel à la notion d' "intérêt général", le projet se devait de confier la décision finale à l'Exécutif.

Cette formule comporte évidemment des inconvénients.

- Liste, non limitative, des abus les plus fréquents des monopoles et ententes.

a) Pratiques tendant à élever ou à maintenir les prix ou à les avilir

- établir ou imposer un barème trop élevé aux distributeurs ou aux consommateurs;
- fixer des conditions de vente qui équivalent à une surcharge de prix;
- abaisser la qualité d'un produit, sans abaisser le prix de vente en conséquence.

- Organiser la rareté relative de l'offre.

- La situation abusive peut aussi être le résultat d'actes de l'acheteur imposant ou suscitant sur le marché national l'établissement ou le maintien d'un prix anormalement bas.

b) La différenciation - sans raison économique valable - des prix de vente selon les acheteurs.

c) L'interdiction de vente ou d'achat à un acheteur ou à un vendeur déterminé.

d) La vente en-dessous du prix de revient dans le but d'éliminer un concurrent.

e) Les pratiques faisant obstacle à l'amélioration ou la mise en œuvre de procédés techniques ou d'inventions.

f) La limitation quantitative ~~et~~ ou l'altération qualitative de la production (dans le but de maintenir une marge bénéficiaire excessive).

g) La détermination d'un prix de vente ou d'achat par le moyen de prix imposés.

h) Le partage de la clientèle (partage d'un marché en vue d'éliminer la concurrence au détriment des consommateurs.

i) Le contrat d'exclusivité ou de fidélité à caractère abusif.

j) La vente jumelée.

k) La limitation du volume des ventes ou achats dans un but spéculatif.

l) Les mesures restrictives, discriminatoires ou coercitives tendant à fausser la répartition des matières premières, des produits ou du crédit.

De la procédure de constatation des abus de la puissance économique.

L'art. 3 traite de la nomination auprès du Conseil du Contentieux Economique d'un commissaire-rapporteur et de deux commissaires-rapporteurs adjoints chargés de la recherche des abus de la puissance économique.

Ils sont choisis parmi les membres des parquets des Cours et tribunaux ou de l'auditorat du Conseil d'Etat.

(Nous reviendrons plus loin sur le Conseil du Contentieux Economique).

Art. 4.- Lorsque le commissaire-rapporteur est saisi d'une plainte émanant de tiers lésés ou qu'il en est requis par le Ministre des Affaires Economiques, il procède à une instruction.

Pour accomplir cette mission il dispose de pouvoirs suffisamment larges que pour faire une enquête approfondie.

L'art. 5 - traite, non plus d'instruction (répression) mais d'information.

Il s'agit ici de permettre aux autorités compétentes de s'informer aux quant aux conditions générales de fonctionnement d'un marché où existent des indices sérieux de l'existence d'un abus de la puissance économique et quant aux causes et aux conséquences de cette situation.

Cet article doit retenir plus particulièrement notre attention parce qu'il fraie la route au contrôle public des holdings.

Malheureusement, pour l'informateur, le commissaire-rapporteur dispose de pouvoirs beaucoup plus limités que pour l'instruction.

De plus, il agit d'initiative ou sur requête du Ministre des Affaires Economiques. Il ne peut donc pas être requis par des tiers, comme c'est le cas pour l'instruction. (art. 4)

L'art. 6 prévoit que le commissaire-rapporteur se fait assister par des agents de l'Etat.

Procédure mise sur pied.

Art. 7.- Aux termes de l'instruction lorsqu'il s'agit d'une plainte de personne ou d'organisation lésée, le commissaire rapporteur dépose le dossier avec ses conclusions auprès du Conseil du Contentieux Economique.

Avant de déposer le dossier il peut, s'il l'estime opportun, proposer au Ministre de classer l'affaire.

Ceci donne au commissaire-rapporteur et au ministre la possibilité d'éteuffer l'affaire sans possibilité d'appel pour le plaignant.

Lorsque le commissaire-rapporteur agit sur requête du Ministre, il dépose obligatoirement dossier et conclusions au Greffe du Conseil du Contentieux Economique.

Avant de poursuivre, voyons ce qu'est en réalité le Conseil du Contentieux Economique.

Sa composition et sa mission sont définies dans l'A.R. du ~~13.1.1935~~ 13.1.1935 permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution.

Il s'agissait d'examiner le bien-fondé de demandes émanant de groupements professionnels visant à rendre obligatoires pour l'ensemble des producteurs ou distributeurs d'une même branche, une obligation volontairement admise par les membres des dits groupements, concernant la production, la distribution, la vente, l'exportation ou l'importation.

Le Conseil se compose d'un président, d'un vice-président et de six membres tous nommés pour trois ans par le roi parmi les magistrats de l'ordre judiciaire.

Voici comment le ministre justifie le recours au Conseil du Contentieux Economique.

- " Ce n'est pas sans raison qu'il est fait appel au Conseil du Contentieux Economique et que cette solution a été préférée à la création d'un organisme nouveau.
- " Le Conseil est un organe consultatif spécialisé.
- " Son intervention se justifie pour faciliter la recherche et la découverte des abus de la puissance économique en une matière nouvelle et d'appréciation délicate et difficile.
- " La méthode permettra la spécialisation des mêmes magistrats qui seront appelés à juger de la conformité avec l'intérêt général, tantôt d'une réglementation économique, tantôt des actes d'une puissance économique.
- " Ce Conseil pourra ainsi créer une jurisprudence qui fera autorité.
- " Il n'a pas paru opportun de prévoir la publicité des débats, elle aurait en effet pu nuire à la défense des parties en cause qui pourraient craindre la divulgation de renseignements à caractère confidentiel qu'elles seront amenées à fournir au Conseil.
- " Ce n'est que dans les cas graves d'abus, c'est à dire lorsque le roi a été amené à prendre un arrêté ordonnant la cessation de l'abus que la publication des avis du Conseil a été prévue."

Quelques remarques s'imposent. Le commissaire-rapporteur ainsi que les membres de la Commission du Contentieux Economique sont tous magistrats. Ils n'ont aucune qualification particulière pour connaître des problèmes économiques, financiers et sociaux qui se posent en rapport avec la puissance économique. L'objection nous paraît d'autant plus pertinente que l'essentiel n'est pas la répression, mais bien la mise à nu des rouages complexes de la puissance économique afin que la nocivité de leurs procédés apparaisse au grand jour.

Il s'agit bien plus d'information que de répression. La plupart des procédés nocifs des holdings sont parfaitement licites.

Dans le même ordre d'idées, la discrétion imposée au Conseil est inadmissible.

Il ne s'agit naturellement pas de divulguer les secrets de fabrication et autres données de ce genre, mais la divulgation de pas mal de renseignements que les ententes estiment confidentielles - et pour cause s'avèrent indispensables.

Par ailleurs, on ne voit pas en quoi l'intervention de la Commission facilitera la recherche et la découverte des abus. En effet, c'est le commissaire-rapporteur qui est chargé de l'enquête.

- Art. 9 Le Conseil instruit chaque affaire à l'audience. Il entend les experts et les personnes qu'il juge utile d'interroger.
- Art. 13 Le Conseil remet au Ministre des Affaires Economiques son avis motivé sur l'existence de l'abus.
- Art. 14 Si le ministre estime qu'il y a abus, il peut adresser aux personnes dont l'activité a fait l'objet de l'instruction, toutes recommandations utiles en vue de faire cesser l'abus.
- Il fixe un délai pour l'exécution des mesures qu'il préconise.
- Il peut également par le truchement d'un A.R. constater l'existence de l'abus et prescrire aux personnes dont l'activité a fait l'objet de l'instruction, les mesures jugées opportunes en vue d'y mettre fin.

Les articles suivants traitent des dispositions pénales ainsi que des ~~prérogatives~~ prérogatives des officiers de police judiciaires ainsi que des agents de l'Etat qui assistent le commissaire-rapporteur dans les tâches d'instruction et d'information.

A QUI A PROFITE LA HAUTE CONJONCTURE ?

(Notes préliminaires en vue des recherches à effectuer).

Le gouvernement et la direction du P.S.B. se livrent actuellement à un "battage" de grande envergure, autour des améliorations intervenues depuis trois ans en matière de Sécurité sociale (pensions, A.M.I., etc..) et, en ordre accessoire, de salaires.

Les chiffres cités par eu sont, bien entendu, quelque peu grossis... ou à tout le moins font bon marché de facteurs tels que le décalage "amélioration nominale - amélioration réelle" (par suite de la hausse du coût de la vie, etc..) ou l'écart "amélioration brute - amélioration nette" (en raison de la mise en charge des travailleurs, d'une partie des dépenses résultant des améliorations consenties). Voir notamment à cet égard, l'article "Que penser des 15 milliards du Premier ministre ?" dans le D.R. du 30 avril 1957 - ou la complète ignorance, même de la hausse de l'index "dirigé" dans les tableaux publiés ces jours-ci dans le "Peuple".

De même, Van Acker, Buset et même Major portent au crédit à peu près exclusif du gouvernement, les réelles améliorations enregistrées, alors que pour chacune d'entre elles le mouvement ouvrier a dû montrer les dents au patronat et, de plus en plus à mesure que le temps passait, à ceux qui au sein du gouvernement et de la direction du P.S.B., ne sont que par trop enclins à "ménager la poule aux œufs d'or".

X Mais l'aspect le plus caractéristique - et sans doute l'enjeu le plus important - de la campagne actuelle des dirigeants du ~~P.S.B.~~ droitiers est constitué par leurs efforts pour accréditer dans les larges masses de travailleurs et d'allocataires sociaux, l'idée qu'avec ce qui a pu être acquis depuis le 11 avril 1954 jusqu'à ce jour, elles ont obtenu pleinement leur part des fruits de la haute conjoncture - et que par conséquent, elles seraient mal venues d'encore poser de nouvelles revendications importantes d'ici les élections. Clôturer le "bilan social" de la législature en cours; braquer dès à présent toute l'attention du mouvement ouvrier non sur les solutions à imposer aujourd'hui, mais sur les points à inscrire... dans les programmes électoraux; gagner ainsi une année entière et peut-être déboucher sur une période de fléchissement de la conjoncture, tels semblent être les objectifs immédiats auxquels visent ces efforts. Et il n'est guère besoin d'insister sur la liaison étroite qui existe entre ces objectifs immédiats, et ceux à plus longue échéance tendant à enrayer la poussée à gauche au sein de la F.G.T.B., à retarder la prise de conscience par le mouvement ouvrier tout entier de la nécessité d'entreprendre une vaste action politique pour réduire les prérogatives des monopoles et substituer à leur pouvoir de fait celui d'un large front démocratique groupé autour du mouvement ouvrier lui-même.

Tant pis, pensent sans doute les droitiers, si une telle action aboutit en fait à freiner l'élan du mouvement ouvrier et donc, à faciliter les efforts des monopoles pour imposer, après les élections, un gouvernement moins perméable à la pression des travailleurs... L'essentiel, pour eux, c'est d'empêcher le mouvement ouvrier de sortir du cadre de la "cohabitation pacifique" avec le capital monopolisateur - en une période où tout "faux pas" à cet égard pourrait assez facilement aboutir à remettre en cause la prépondérance de l'idéologie et des pratiques opportunistes au sein de ce même mouvement ouvrier ...

Dans ces conditions, la mise en échec de la politique de "temporisation" poursuivie par les dirigeants droitiers - pour le plus grans profit des monopoles - et la "relance" du mouvement revendicatif (principalement à propos du double pécule dans l'immédiat, et des rémunérations dans un avenir rapproché) exigent-elles de la part du Parti un grand effort de propagande pour montrer que si la classe ouvrière a incontestablement obtenu quelques améliorations à la faveur de la haute conjoncture, ces améliorations n'en restent pas moins dérisoires par rapport aux profits supplémentaires sans précédent réalisés par le grand capital.

Comment le prouver par des éléments chiffrés ? La méthode la plus valable - compte tenu des données statistiques disponibles et des moyens du bord - paraît bien être de comparer les répartitions du revenu national respectivement en 1953 (dernière "année complète" du règne P.S.C.) et en 1956 - en s'efforçant de "corriger" les chiffres disponibles pour cette dernière année, pour évaluer les effets des mesures résultant de la loi dite "du prélèvement".

Nous ne disposons malheureusement encore que de données très partielles pour 1956. Ainsi nous manquent totalement des données telles que les tableaux sur la répartition du revenu national par catégorie sociale ou les indices de productivité par branche - reprises pour 1955 au chapitre I des "Données" publiées en vue du XIIIe. Congrès du Parti. De même nous manque la répartition par secteurs, des chiffres relatifs au rendement des sociétés par actions en 1956. Aussi serait-il nécessaire que soient complétées, au fur et à mesure de la parution de ces divers éléments, les quelques indications fragmentaires qui suivent - principalement en ce qui concerne l'examen respectif des profits, des salaires et de la productivité dans les différents secteurs.

I. Evolution du revenu national net.

A ce jour sont seuls disponibles les chiffres, fort controversés, de Baudhuin. Cela donne :

1953	314,4 milliards	100 %
1956	375,2 milliards	119,34 %

II. Evolution du rendement des sociétés par actions.

Données globales de l'Institut National de Statistiques (Ministère des Affaires économiques)

Année.	Bénéfices nets (a)	Pertes nettes (b)	(a) - (b)	Indice.	Dividende.	Indice.
1953	23,58 Mil:	2,09 milli ards	21,49 Mil:	100 %	13,13	100 %
1956	30,98 milliards	1,82	29,16 milliards	135,69 %	17,57	133,82 %

III. Evolution du "salaire social" mensuel dans l'industrie.

Indices de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales (I.R.E.S. - Louvain)

N.B. Ces indices tiennent compte du salaire de la base augmenté des cotisations patronales; portant sur les gains mensuels, ils "éliminent" l'effet des réductions de la durée du travail.

Périodes.	Célibataires (1) et mariés sans enfants.	Mariés et (2) 2 enfants	Mariés et (3) 4 enfants
1953 (moyenne)	100	100	100
1956: mars	107,7	108,4	108,9
1956: juin	109,1	109,6	109,9
1956: septembre	(110,0)	(110,3)	(110,4)
1956: décembre	(112,8)	(112,7)	(112,4)

Il s'agit là, soulignons-le, de l'évolution nominales des "salaires sociaux". Pour établir sur cette base, leur évolution réelle, il faut donc tenir compte de l'évolution de l'index des prix de détail (INS) ou, mieux encore, de celui du coût de la vie (IRES).

Or, ces derniers indices ont évolué comme suit:

Périodes.	Index INS (prix de détail (a))	Indice IRES (coût de la vie) (b)
1953 (moyenne)	100	100
1956 mars	102,9	104,7
juin	103,6	104,5
septembre	104,1	105,0
décembre	105,5	106,0
1956 (moyenne)	103,7	104,7

D'où l'on obtient les indices approximatifs suivants pour l'évolution des "salaires sociaux" réels :

Périodes.	Moyenne des indices IRES(nominaux) /((1)+(1)+(2)+(3))/:4 (b) : (c)	Indice "réel" en fonction de l'index INS (c) : (a)	Indice "réel" en fonction de l'indice IRES (c) : (b)
1953 (moyenne)	100	100	100
1956 : mars	108,2	105,1	103,4
juin	109,4	105,6	104,7
septembre(110,2)		(105,9)	(105,0)
décembre (112,7)		(106,8)	(106,3)
1956 (moy.approxi- mative provisoire)(110,0)		(106,1)	(105,1)

N.B. Ces dernières moyennes équivalent à peu près, on le voit) aux chiffres provisoires pour septembre.

Or, si l'on veut bien tenir compte du fait que l'augmentation du "salaire social" ; entre 1953 et 1956, est due à concurrence d'environ 1 % à la hausse de la cotisation patronale au titre de l' A.M.I., on peut conclure de ce qui précède que le "salaire direct" mensuel a augmenté en pouvoir d'achat, de quelque 4 à 5 %, en 1956, par rapport à 1953.

On va voir que ces conclusions correspondent à peu près à celles que l'on peut tirer de l'examen des indices des salaires conventionnels, publiés par l' I.N.S.

III bis . Evolution des salaires conventionnels (horaires)

Indices publiés par l' INS (Voir bulletin d'octobre - novembre 1956°

Périodes.	Indice INS	Indices ramenés à 1953 = 100
1953 (moyenne)	100,7	100
1956 (30 septembre)	115,8	115,0

§§§

Si l'on veut bien tenir compte du fait que, pour la majeure partie de la classe ouvrière, l'augmentation des salaires conventionnels horaires entre 1953 et 1956 est due à concurrence de 6,67 % à l'introduction des 45 heures payées 48, et admettre qu'en première approximation, ces 6,67 % "jouant" pour le plus grand nombre équivalent à quelque 5 % en moyenne pour tous, l'on doit conclure que l'augmentation horaire de 15 % correspond à une augmentation hebdomadaire (ou mensuelle) de quelque 10 %.

Et si l'on veut rapprocher ce dernier chiffre - qui a trait au salaire hebdomadaire (ou mensuel) nominal - des chiffres cités au chapitre III au sujet des indices du coût de la vie, l'on constatera qu'il implique une augmentation du salaire conventionnel hebdomadaire (ou mensuel) en pouvoir d'achat, de quelque 5 à 6 %, en 1956, par rapport à 1953.

On voit donc qu'à peu de choses près, et malgré l'extrême "approximation" des données, on aboutit d'une manière comme de l'autre (chapitres III et III bis) à des conclusions presque équivalentes : les salaires directs pour une durée normale de travail ont augmenté en moyenne, quant au pouvoir d'achat, de quelque 5 % entre 1953 et 1956 ; quant aux salaires "sociaux" ils ont augmenté d'environ 1 % supplémentaire (au titre de l' A.M.I.).

IV. SYNTHESE PROVISOIRE POUR LA COMPARAISON 1953-1956, COMPTE NON TENU DU "PRELEVEMENT" et de SES ANNEXES.

Augmentation du revenu national :	+ 19,3 %
Augmentation des profits déclarés des Sociétés par actions :	+ 35,7 %
Augmentation du salaire <u>horaire nominal</u>	+ 15 % (env)
Augmentation du salaire <u>mensuel réel</u>	+ 5 % (env)
idem compte tenu du "salaire indirect"	+ 6 % (env)

Ces chiffres, quelque "globaux" qu'ils soient, montrent clairement à qui a surtout profité la haute conjoncture.

Il importera maintenant, au fur et à mesure de la parution des données relatives aux divers secteurs, de "détailler" quelque peu ces conclusions pour chacune des principales branches de l'économie. (Les chiffres relatifs aux salaires conventionnels par secteur existent déjà : voir Bulletin de l'INS pour octobre - novembre 1956. Aussi une première analyse par secteur pourra-t-elle se faire, dès que sera publiée (par l'INS) la répartition des bénéfices des sociétés par actions selon les secteurs).

V. Première "correction" approximative des conclusions précédentes, compte tenu de la loi dite du "prélèvement" ~~aux~~ et de ses annexes.

1) Considérons que le "prélèvement" de 5,5 % frappe, en gros, l'ensemble des bénéfices recensés des sociétés par actions. Admettons par contre que l'augmentation des cotisations patronales au titre des allocations familiales se répercutent sur l'ensemble des employeurs, et surtout pouvant facilement être imputée aux prix de revient (par non-opération de la baisse de ceux-ci dans toute la mesure où le voudrait la hausse de la productivité), ne vient pas en déduction de la masse des bénéfices.

2) Supposons d'autre part que le produit cumulé (a) de l'augmentation des cotisations patronales au titre des allocations familiales (1% sur les salaires plafonnés à 5.000 F., soit environ 800 millions), (b) du relèvement du plafond de 5.000 à 6.000 F. (environ 800 millions supplémentaires à charge des patrons), et (c) de la partie du prélèvement consacrée à l'augmentation des pensions (environ 500 millions par an) représente une augmentation moyenne d'environ 2 % du "salaire social".

§§§

On aboutit alors, en supposant que tous les autres facteurs varient dans la même proportion en 1957 qu'en 1956 (par rapport à 1953) à la comparaison approximative suivante entre les "résultats" de la dernière année de gouvernement Van Houtte et les "prévisions" pour la dernière année du gouvernement Van Acker:

Augmentation du revenu national net :	+ 19,3 %
Augmentation des profits des Sociétés par actions, déduction faite du prélèvement :	+ 30 %
Augmentation du salaire horaire nominal :	+ 15 %
Augmentation du salaire mensuel réel :	+ 5 %
idem compte tenu du "salaire indirect" :	+ 8 %

On voit que, compte même tenu du prélèvement, les conclusions du chapitre IV restent absolument valables - même en supposant qu'en 1957 les profits n'accusent pas une nouvelle augmentation. (A cet égard, on peut être assuré que nous allons assister cette année, à un effort sans précédent des hommes des trusts pour camoufler leurs bénéfices - eu égard justement au prélèvement).

Une chose, en tous cas, est certaine: seules de nouvelles et importantes conquêtes ouvrières pourraient réduire quelque peu la forte disproportion qui subsiste, compte même tenu du prélèvement, entre les quelques

améliorations (d'ailleurs nullement à dédaigner) obtenues à la faveur de la haute conjoncture par la classe ouvrière, et le gonflement considérable de la masse des profits accaparés en fait par la poignée de magnats des quelques 200 familles, qui contrôlent les richesses et les leviers de commande de l'économie du pays.

P.S. - Je n'y puis vraiment rien si quelques-uns de mes principaux chiffres correspondent, à peu de choses près, à ceux avancés par Renard dans "Syndicats". Cela signifie vraisemblablement que ses "experts", et nous, sommes également peu renseignés sur quelques-uns des secrets jalousement gardés par les hommes des ~~xxxxxxxx~~ trusts et leurs services ...ou que nos "approximations" ...se valent.

L. VAN GEYT .

Belgique

Evolution des salaires conventionnels (heures)

1953 - 1956

Augmentation du revenu national + 19,5%

Augmentation des profits déclarés des
sociétés par actions : + 35,7%

Augmentation du salaire horaire nominal + 15% (env.)

Augmentation du salaire ~~nominal~~ réel + 5% (env.)

id. Compte tenu du "salaire indirect" + 6% (env.)

SITUATION ECONOMIQUE.

Il est évident que la situation économique des pays occidentaux en général inspire des inquiétudes dans les milieux les plus divers .

Depuis quelques mois déjà, les organes patronaux de chez nous - le bulletin de Fabrimétal en tête - attirent l'attention sur les indices d'insécurité qui apparaissent un peu partout: resserrement du crédit, trésorerie difficile, relèvement du taux de l'escompte, ralentissement dans tous les pays industriels...

Fin septembre E. Velter écrivait: "Il faut bien le constater, même au risque d'être pessimiste, la situation économique n'est déjà plus ce qu'elle fut et ses perspectives sont de moins en moins brillantes."

Un des buts principaux de cette agitation alarmiste des porte-parole de Fabrimetal, est de trouver un semblant d'argumentation pour refuser aux ouvriers métallurgistes l'augmentation promise de 2 à 3 % au premier janvier. Velter ne prétend-il d'ailleurs pas que "le moment (est venu) de pratiquer le coude à coude social" et que "le meilleur élément de ce qu'on appelle la productivité (est) en dernière analyse, le maintien au travail ?" Ailleurs il n'hésite même pas d'agiter le spectre du "licenciement en masse".

La seule solution à laquelle arrive le porte-parole des patrons métallurgistes est la suivante: "Quelles que soient les difficultés du moment ... nous pouvons peut-être, avant que la situation se détériore, inscrire en carnet des commandes qui, même si elles ne sont pas très rémunératives, nous aideront à maintenir notre activité, ce qui est tout de même l'essentiel."

En d'autres termes: à condition que les travailleurs acceptent de renoncer à leurs revendications et même renoncent à réclamer l'exécution des promesses faites, les patrons de leur côté seraient disposés à faire un effort pour éviter le chômage en masse, même au prix d'une activité "pas très rémunératrice" !

D'autres voix pourtant s'élèvent à côté de celles des

patrons et des barons de la finance, attirant à la fois l'attention des travailleurs sur les conséquences du "retournement de conjoncture" et sur la façon de répondre aux premiers symptômes de ce qu'ils n'hésitent pas à qualifier de "crise". Ainsi "La Gauche" du 9/11 ne craint nullement de titrer "A l'aube de la récession" un leader qui rappelle les souvenirs des années 30 et qui proclame sans ambages que "la récession est devant nous, en ces premiers jours de novembre."

Pour "La Gauche" l'effondrement - à plus ou moins brève échéance - du marché mondial ne semble faire aucun doute et elle souligne tout spécialement le premier symptôme de crise pour un pays qui, comme la Belgique, est exportateur de produits industriels et de machines: la fonte des réserves d'or et de monnaies étrangères.

Opposant à la politique de déflation - politique financière orthodoxe - prônée par les partisans libéraux de l'actuel gouvernement - entraînant la mévente généralisée et le chômage par la raréfaction de l'argent sur le marché intérieur, "La Gauche" estime que le gouvernement doit s'efforcer d'arrêter le phénomène aux frontières en rétablissant le contrôle des changes et des importations; de restaurer, par des accords bilatéraux avec les Etats étrangers, les courants d'exportation interrompus; de maintenir artificiellement dans le pays un niveau élevé du revenu et de la dépense par une "politique de plein emploi", politique de hauts salaires, de constructions d'habitations, de travaux publics, de sorte que chaque travailleur soit assuré de garder un emploi.

Cette "politique de plein emploi" a pourtant ses limites, que "La Gauche" n'ignore pas (économie nationale très dépendante du marché extérieur). Les autres Etats pratiquant la même politique, "où chaque pays s'efforce, d'ailleurs en vain, de balayer son chômage que le pays voisin, par des mesures protectionnistes qui aboutissent à paralyser les échanges."

La politique de plein emploi le pourrait être efficacement pratiquée - d'après "La Gauche" que si les Etats européens (de la petite Europe) créaient "le plus ra-

pidement possible les moyens d'une politique commune : une monnaie unifiée, une Haute Autorité financière chargée de gérer cette monnaie, un cordon unique de contrôle des changes à la frontière des six. "

Il n'existe pas d'autre chance de salut pour la classe travailleuse de l' Europe Occidentale, estime La Gauche, qui semble pourtant ne pas fort croire aux possibilités de coopération des six, puisqu'elle conclut : " la planification à nos frontières nous est seule accessible immédiatement. "

EST-CE QUE LA SITUATION ECONOMIQUE DONNE DES ARGUMENTS AU CHANTAGE PATRONAL DU "LICENCIEMENT EN MASSE" , AINSI QU'AU PESSIMISME DE CERTAINS MILIEUX DU MOUVEMENT OUVRIER ?

D'après les données de la Commission de la Conjoncture du Conseil Central de l' Economie, la situation se présente comme suit en ce début d'automne .

I. CONJONCTURE DES PAYS OCCIDENTAUX.

Activité soutenue dans son ensemble, mais dans certains pays la progression est totalement arrêtée, dans les autres fortement ralentie. Difficultés monétaires croissantes, déficit considérable des vis-à-vis de l' U.E.P. de la plupart des pays d'Europe occidentale.

ETATS - UNIS.

Production industrielle s'est maintenue. Incertitude, fortement accentuée par la crise des Spoutnik. La confiance ne semble nullement rétablie après les déclarations du président Eisenhower.

Depuis la fin de l'année le problème de la pénurie de dollar n'a cessé de s'aggraver. Les mesures protectionnistes toujours croissantes intensifiant les difficultés des pays d'Europe occidentale et le déficit dans la balance de paiements ne cesse d'augmenter.

GRANDE - BRETAGNE.

Si la production industrielle se maintient à un niveau satisfaisant, les difficultés monétaires ne cessent de s'accroître. La défense de la Livre reste la préoccupation dominante du gouvernement britannique. Le taux d'escompte a été porté de 5 à 7 % et il a été décidé de limiter les dépenses publiques d'investissements des

deux prochaines années au niveau de 1957. D'autre part les avances bancaires au secteur privé pendant les douze prochains mois seront au niveau moyen des douze derniers mois.

La diminution des réserves en or et en dollars s'est poursuivie en septembre d'une manière particulièrement aiguë: les réserves ont baissé de 292 millions de dollars durant ce mois et le déficit vis-à-vis de l'U.E.P. a atteint 62 millions de dollars. Le déficit de la balance commerciale a été de 56 millions de livres en septembre, ce qui correspond à la moyenne des sept premiers mois de l'année .

ALLEMAGNE DE L'OUEST.

Le ralentissement de la production industrielle se confirme. En vue de stimuler les investissements la Bundesbank a baissé le taux d'escompte de 4,5 à 4 %. L'évolution de la balance commerciale - actuellement excédent, ce qui a contribué pour une grande part au gonflement des réserves d'or et de devises - reste le souci principal des autorités économiques allemandes .

FRANCE.

L'aide à l'exportation et le contingentement extrêmement sévère des importations ont apporté une amélioration de la balance commerciale. La situation de la balance française des paiements reste très critique et l'instabilité politique ne fera qu'augmenter les difficultés.

La classe ouvrière semble bien décidée à ne pas supporter tout le poids des mesures financières des gouvernements successifs, et les revendications sont partout appuyées par des grèves qui ne laissent aucune illusion au patronat ni aux gouvernements à sa solde .

PAYS - BAS .

Comme dans la plupart des pays occidentaux, l'expansion de la production industrielle connaît un net ralentissement . Les chiffres du chômage sont éloquentes à cet égard: il y avait respectivement en août et juillet - 33,6 et 32,3 milliers de chômeurs contre 20,8 et 21,1 en août et juillet 1956.

II. CONJONCTURE BELGE .

L'économie belge est entrée en période de stagnation. Des indices sérieux de freinage apparaissent: ralentissement des exportations et diminution des commandes dans le secteur des fabrications métalliques, notamment. Les difficultés rencontrées sur les marchés d'exportation font prévoir une baisse de l'activité globale déjà menacée par la réduction progressive de la demande intérieure de biens d'investissement .

PRODUCTION CHARBONNIERE -

2.225.000 tonnes en septembre contre 2.338.000 en août. Les stocks ont augmenté d'environ 82.000 tonnes en septembre .

ACIER BRUT -

La production est tombée au niveau du mois d'avril : 546.000 tonnes .

FABRICATIONS METALLIQUES -

Réduction des chiffres d'expédition en juillet, de 31 % par rapport aux résultats de juin. (Grèves et congés ont eu leur influence). En juillet les commandes sont en diminution, 9 % par rapport à celles de juin; recul plus marqué pour les commandes provenant du marché intérieur que pour celles destinées à l'exportation .

INDUSTRIE TEXTILE -

En août recul par rapport à 1956. Ralentissement de nouvelles commandes provenant de l'étranger. Fermeture d'entreprises à Gand et Alost. Graves difficultés de l'industrie linière .

CONSTRUCTION -

Les indices de ralentissement se confirment. La construction d'habitations a diminué rapidement au cours de l'été 1957 par rapport à celui de 1956. En plus les engagements de dépenses à charge du Fonds des Routes sont très inférieurs à ceux de l'année passée. Réduction également des crédits prévus pour les travaux dépendant directement du Ministère des Travaux Publics .

COMMERCE EXTERIEUR .

La balance commerciale du mois de juin s'est soldée par un déficit de 297 millions; les importations, pourtant sensiblement réduites, demeurent supérieures aux exportations. Les chiffres (incomplets) pour juillet et août indiquent une nouvelle chute importante des exportations .

EMPLOI -

Léger fléchissement dans plusieurs secteurs: fabrications métalliques, métaux non-ferreux, verre, chaux et dérivés, azote, secteur privé de la construction. Légère augmentation du chômage en septembre : 87.000 contre 84.000 en août .

INDEX -

107,65 au mois d'octobre contre 107,54 en septembre. Les prix de gros ont cessé de hausser depuis le printemps; les prix de détail sont, au contraire, nettement en hausse. Les mesures gouvernementales n'ont d'ailleurs fait qu'accélérer ce mouvement .

MARCHE DE L'ARGENT -

Très tendu en septembre, le taux d'intérêt est en hausse. Les avances de la Banque Nationale au secteur privé ont baissé au début d'octobre, tandis que les avances au secteur public ont "crevé le plafond".

§§§

Outre les données de la Commission de la Conjoncture du Conseil de l' Economie , données qui se passent de commentaires, étant suffisamment éloquentes de par eux-mêmes, il est intéressant de rapprocher les considérations inspirées par le rapport annuel de l'U.E.P. à un économiste bourgeois, des vues de "La Gauche" sur le "premier symptôme de crise", et surtout des conclusions pessimistes de cet hebdomadaire quant aux possibilités de coopération "européenne". Dans "V.E.V.-berichten" (bi-mensuel édité par le "Vlaams Economisch Verbond"), un certain Dr. H.V. fait les constatations suivantes .

Le but de l' Union Européenne de Paiements était de faciliter l'échange des monnaies des pays d'Europe occidentale. Depuis la création de l' Union en 1950 les difficultés n'ont cessé de s'accumuler au fur et à mesure que les pays membres se mirent à mener une politique monétaire et économique différente de celle de leurs partenaires. La tension ne fit que croître et l'OECE fut instaurée pour convaincre les instances gouvernementales intéressées, de la nécessité d'une discipline économique commune.

§§§

La question frontalière

Schéma du rapport de la délégation du P.C.B.

Importance de la main-d'oeuvre frontalière belge

Selon une étude de l'Office National de Placement et de Chômage en date du 6 février 1952, on comptait 45.553 frontaliers à cette époque. Dans ce nombre, sont compris les frontaliers des provinces de Namur et de Luxembourg (2.978). Cette étude donnait la répartition suivante quant au domicile des frontaliers et le nombre d'hommes et de femmes:

Bureaux Régionaux	Hommes	Femmes	Total	%
Ypres	5.496	2.909	8.405	18,4
Courtrai	5.647	3.073	8.720	19,1
Mouscron	8.730	4.851	13.581	29,9
Ostende	250	17	267	0,6
Roulers	907	214	1.121	2,5
TOTAL FLANDRE OCC.	21.030	11.064	32.094	70,5
Charleroi	1.212	47	1.259	2,8
La Louvière	1.924	133	2.057	4,5
Mons	2.480	63	2.543	5,6
Tournai	3.553	1.069	4.622	10,1
TOTAL HAINAUT	9.169	1.312	10.481	23,-
TOTAL NAMUR -LUXEMBOURG	2.957	21	2.978	6,5
TOTAL PAYS	33.156	12.397	45.553	100,-

Il faut noter que depuis lors, après une diminution de la main-d'oeuvre frontalière, une augmentation sensible s'est manifestée surtout au cours des deux dernières années. On peut estimer le nombre total des frontaliers à environ 55.000 .

Un certain nombre de communes belges comptent parmi la population active, un nombre élevé de frontaliers. C'est le cas de Beselare, Geluwe, Ypres, Poperinge, Wervik (3.297 le 6.2.52), Zonnebeke, Bellegem, Gullegem, Harelbeke, Lauwe, Menin (3.663), Moorsele, Rekken, Wevelgem, Comines (1.762), Dottignies, Herseaux (1.617), Warneton, Mouscron (6.955), Ploegsteert, Moorslede, Erquelinnes, Solre/Sambre, Grand'Reng, Quièvrain, Estaimpuis, Leers-Nord, Néchin et Templeuve.

Recensement sur la base des cartes délivrées.

Un autre recensement des frontaliers a été fait par l'O.N.P.C. sur la base de la situation au 2 juillet 1951. A cette date, le nombre de travailleurs recensés pour le renouvellement des cartes s'élevait à 42.712 unités (31.168 hommes et 11.544 femmes).

Rappelons qu'il existe quatre catégories de cartes:

Les cartes temporaires, valables au plus un an pour une seule profession et pour une circonscription déterminée;

Les cartes ordinaires, valables trois ans pour une seule profession et pour toute la zone frontalière;

Les cartes ordinaires permanentes, valables pour une seule profession sur l'ensemble de la zone frontalière aussi longtemps que le détenteur réunit les conditions fixées pour la délivrance de la carte;

Les cartes permanentes pour toutes professions salariées, valables sur l'ensemble de la zone frontalière.

Selon l'étude sus-indiquée, la répartition selon le genre de carte s'établissait comme suit:

	Hommes	Femmes	Total	%
Cartes temporaires	13.378	5.274	18.652	44
Cartes ordinaires	7.860	3.703	11.563	27
Cartes ordinaires permanentes	781	160	941	2
Cartes permanentes toutes professions	9.149	2.407	11.556	27
Total	31.168	11.544	42.712	100

Les frontaliers munis d'une carte temporaire sont donc les plus nombreux. L'étude indique d'ailleurs que pour les régions de Courtrai et d'Ypres, le nombre de cartes temporaires atteint respectivement 51 % et 57 % du total de chaque région. A Mouscron et à Tournai, cette proportion est moins élevée: respectivement 36 % et 41 % du total des frontaliers de chacune de ces régions. Cette proportion tombe à 23% pour la région de Mons (Quiévrain) et 16 % pour la région de La Louvière (Erquelinnes).

En tout cas, le nombre relativement élevé de cartes temporaires favorise considérablement les patrons français dans leurs efforts tendant à porter atteinte aux conditions de vie des ouvriers français et frontaliers. Car les nombreux frontaliers qui n'ont pratiquement pas la liberté de changer de patron ni la garantie de garder leur emploi sont tout simplement ligotés légalement. En fait, il arrive très souvent que les nouveaux frontaliers soient attachés à une seule entreprise à l'exclusion de toute autre.

Répartition des frontaliers par industrie

Trois branches d'activité occupent la toute grande majorité des ouvriers frontaliers. Ce sont (au 2.7.51):

Textile	26.817	ou 63 % du total
Métallurgie	7.854	ou 18 % du total
Construction	2.866	ou 7 % du total

En ce qui concerne les femmes, 10.827 frontalières ou 94% du total sont occupés dans l'industrie textile.

La répartition des cartes frontalières pour ces industries est la suivante

	Cartes temporaires	Nb total des cartes	% cartes tempor.
Textile	13.152	26.817	49
Métallurgie	2.543	7.854	32
Construction	1.297	2.866	45

Importance de la main d'oeuvre frontalière dans les régions industrielles principales:

Voici quelques indications extraites d'une étude faite par la Banque de Roulers:

Lieu de travail	total des ouvriers	nb de frontaliers	% de frontaliers	branches d'industrie et % de frontaliers y occupés.	
Flandre intér.	14.000	606	4%	Textile	10%
Arrentières et environs	16.500	2.263	14%	Textile	13%
				Bâtiment	17%
Lille	61.500	2.221	4%	pas indiqué	
Tourcoing	67.500	23.154	35%	Bâtiment	48%
				Textile	36%
				Bois	23%
				Métal	19%
				Chimie	18%
Roubaix et environs	71.000	11.269	16%	Bâtiment	25%
				Textile	17%
				Bois	15%
				Chimie	10%
				Métal	8%
Valenciennes et la région	41.500	3.211	8%	Bâtiment	19%
				Céramique	8%
				Métal	6%

On remarque ^{que} le "poids" de la main d'oeuvre frontalière est le plus important dans le bâtiment.

Evolution du pouvoir d'achat des salaires

Cette question mérite une sérieuse étude. Nous n'avons rien de tel sous la main pour le moment.

Cependant, on peut dire que les frontaliers de la région de Mouscron, par exemple, ont connu avant-guerre une période où ils gagnaient beaucoup plus que les travailleurs occupés en Belgique. C'est d'ailleurs à cette époque qu'ils sont devenus propriétaires des nombreuses maisons ouvrières que l'on trouve à proximité de la frontière.

Aujourd'hui, c'est le plus souvent l'inverse qui est vrai. Les salaires français sont inférieurs aux salaires belges.

Dans une chronique d "Economie et Politique" de juin 1956, nous lisons que le salaire moyen annuel des frontaliers s'est établi, pour ceux qui ont travaillé à temps complet, à 266.000fr fr en 1951; 343.000fr fr en 1952 et 368.000frfr en 1954 c'est à dire au dessous de 30.000fr par mois pour la quasi-totalité des ouvriers.

Après le décret du 10 août 1957:

Les mesures financières prévues par le décret du 10-8-57 constituèrent en fait une dévaluation.

Les accords signés le 28 septembre par le gouvernement français et le gouvernement belge ne règlent pas la question du pouvoir d'achat des frontaliers.

La Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) a adopté une position que l'on peut résumer ainsi:

1. Des résultats positifs ont été acquis. Ceux-ci assurent aux frontaliers et saisonniers une compensation sur leurs salaires et l'octroi de l'allocation de maternité

2. Il est regrettable qu'aucun accord ne soit intervenu pour les prestations sociales et familiales. Le refus du gouvernement français lèse gravement les accidentés du travail, les malades, les invalides et les familles.

3. La FGTB maintient sa revendication et poursuivra ses efforts pour que, aussi vite que possible, justice soit rendue aux bénéficiaires des prestations sociales et familiales.

La démagogie mise à part, la CSC (Syndicat Chrétien) n'a d'ailleurs pas d'autre position.

La question qui se pose, c'est de savoir où et comment la lutte peut continuer. La phase des négociations entre gouvernement est dépassée. Ce qui ne signifie pas qu'elles ne pourraient pas redevenir nécessaires. Mais il faut mettre l'accent sur la lutte unie des travailleurs dans les entreprises pour l'augmentation des salaires et des allocations sociales.

La question des salaires

Ce qui inquiète aujourd'hui les frontaliers c'est de savoir si la compensation de 17% (ou de 19% en métallurgie) sera diminuée dans l'éventualité d'une augmentation des salaires en France.

Le Protocole officiel ne contient pas de dispositions prévoyant des modifications automatiques de la compensation. Il est prévu cependant qu' " à l'initiative de la partie la plus diligente, les représentants qualifiés des deux gouvernements se rencontreront notamment en cas de modification des conditions financières ou de change, du coût de la vie et des salaires en vue d'examiner si les données qui ont servi de base à l'établissement du coefficient rectificateur ont varié dans une mesure justifiant une révision de celui-ci. "

"A cette occasion, il ne sera pas perdu de vue que les travailleurs belges ont accepté de prendre en charge une légère fraction du prélèvement"

Les frontaliers perdent encore en effet de 0,40fr à 0,60fr belges à l'heure. L'augmentation des salaires permettrait aux frontaliers de rattraper ce retard. En cas d'une augmentation des salaires supérieure à 3%, il faut s'attendre à ce que le gouvernement français veuille diminuer la compensation. Nous estimons qu'il faudrait s'y opposer pour les raisons suivantes:

-les salaires sont moins élevés en France qu'en Belgique. (Ainsi le SMIG est inférieur au salaire minimum dans l'industrie belge, même au change rectifié.)

-aucun accord n'est intervenu pour les prestations sociales.

A cette question fondamentale s'en ajoute une autre que les frontaliers discutent beaucoup. C'est celle du paiement à temps des mandats. Il arrive souvent que le retard soit de deux, trois, quatre et même cinq jours. Les patrons sont responsables de cette situation.

La question des allocations sociales

Outre le fait que la FGTB compte faire reprendre les pourparlers avec le nouveau gouvernement français pour la conclusion d'un accord sur les allocations sociales, il faut surtout souligner les perspectives que donne la lutte de la classe ouvrière française.

Tout succès sur le front des salaires doit entraîner d'autres sur celui des allocations.

Si l'adaptation des pensions est chose faite pour la plupart des intéressés de par l'intervention du gouvernement belge, il n'en va pas de même pour les allocations familiales, de maladie et d'accident de travail.

Au sujet des allocations familiales, les frontaliers sont déjà défavorisés du fait que les allocations qu'ils reçoivent sont inférieures de 965fr français par mois et par enfant aux allocations qui sont accordées aux travailleurs français.

Les déplacements.

Bon nombre de frontaliers doivent effectuer de longs déplacements pour se rendre à l'usine ou au chantier ainsi que pour rentrer chez eux.

A titre d'exemple, voici quelques distances kilométriques entre quelques communes et villes belges et la région de Roubaix-Tourcoing:

Ypres	30-35 Km	Moorslede	30-35km
Menin	10-15 Km	Mouscron	5-10km
Tournai	20-25 KM		

Notons que ces trajets s'effectuent très lentement par les autobus mis en circulation par les entreprises. Du fait des différents arrêts y compris ceux de la frontière, le temps passé sur le chemin du travail est souvent de plusieurs heures par jour.

Il faut remarquer également que les patrons interviennent de moins en moins dans les frais de déplacement.

Projet de plate-forme revendicative des frontaliers.

- Protection de la compensation permettant aux frontaliers de bénéficier de l'augmentation des salaires;
- Augmentation des allocations sociales. Allocations familiales égales pour tous.
- Augmentation des droits des frontaliers et notamment octroi rapide des cartes ordinaires et permanentes.
- Amélioration des moyens de transport et gratuité des frais de déplacement.

L'action syndicale

Nous croyons qu'il est essentiel que nos deux partis oeuvrent au rapprochement entre les organisations syndicales françaises et belges, en particulier entre la CGT et la FGTB.

Nous souhaitons que la CGT prenne une initiative en ce domaine.

Au sein de la FGTB, les communistes belges expliqueraient la nécessité de conversations amicales avec la CGT. Des documents seraient nécessaires à ce sujet notamment les résultats des élections pour les délégations syndicales.

16 octobre 1957

La distribution des films Soviétiques en Belgique

1944

A la libération de la Belgique en 1944, la reconnaissance de la population pour la part prise par l'URSS dans l'écrasement du fascisme était très grande, comme était très vive sa curiosité à l'égard des réalisations soviétiques.

Dans le domaine cinématographique cela se traduit par le succès énorme remporté par une série de films allant du documentaire "La défaite allemande devant Moscou" à des films de longmétrage comme "Arc en ciel" "Il était une petite fille" "Camarade P" etc...

D'une part, ces films étaient projetés par des salles de cinéma commerciales, en séances permanentes. Parallèlement à cette diffusion les Amitiés Belgo Soviétiques organisaient à travers tout le pays des séances spéciales avec d'autres films soviétiques en rencontrant également un grand succès.

1945 - 1949

Alors qu'au début de cette période une série assez importante de films soviétiques apparaissent sur nos écrans, leur nombre et leur succès ira diminuant.

Ce sont "Un jour de guerre en Russie" "L'évadé de la Potence" "Vania l'orphelin" "La jeune garde" "Un homme véritable" "Fleur de pierre" "Le petit cheval bossu" etc...

C'est la société "ELAN" qui diffuse la plupart de ces films.

La situation internationale se détériore lentement.

La propagande antisoviétique se fait de plus en plus vive.

Le travail de la société Elan est de plus en plus difficile; la faillite de la société est proche.

Elan abandonne le cinéma soviétique et se tourne vers la production des studios de l'Allemagne fédérale de Bonn.

Les films soviétiques sont de moins en moins appréciés par le public. On ne peut pas dire que la situation politique soit seule responsable c'est dans les films soviétiques eux mêmes que nous trouverons l'explication de cette défection.

Les films sur la guerre parlaient aux gens de chez nous un langage qu'ils comprenaient. Nous avons connu l'occupation hitlérienne, nos enfants, nos parents, nos frères ont été déportés, torturés, nous avons souffert d'un même mal (à des degrés divers) mais nous parlons la même langue.

Par contre, les films traitant de problèmes spécifiquement soviétiques problèmes de la société socialiste, problèmes Kolkhoziens ou simplement films biographiques ne sont pas compris chez nous et n'intéressent qu'un cercle restreint.

La difficulté de diffusion de films dans le secteur commercial s'étend également aux amitiés Belgo-Soviétiques dont les séances rencontrent moins de succès et qui pour des raisons politiques se voient refuser des salles de spectacle qui leur étaient louées sans difficultés quelques années plus tôt.

1950

Malgré cette situation objective peu favorable nous ne pouvions pas accepter que la diffusion des films soviétiques soit abandonnée.

En juin 1950 est créée la société Anonyme Progrès films dont le but est la diffusion -en ordre principal- des films soviétiques et des pays de démocratie populaire. Des investissements sont opérés dans cette nouvelle société et les premiers mois de son existence sont fort périlleux.

Les secteurs d'activité de la nouvelle société:

elle comprend deux services

Le Service COMMERCIAL

dont le but est de louer aux cinémas du pays, sur une base commerciale normale des programmes de cinéma. Ces films doivent en principe répondre à certains critères commerciaux que nous examinerons plus loin. Ce service doit assurer la base financière de la société.

Le Service CULTUREL

qui, à son origine diffuse surtout des films NON commerciaux par le canal des amitiés Belgo Soviétiques mais qui petit à petit étend très fortement son réseau à une série d'associations culturelles non progressistes ainsi qu'aux établissements d'enseignement etc...

Aperçu de la distribution du film commercial en Belgique(35 m/m

Nombre de salles, leur genre,leur concentration

Il y a en Belgique environ 1.500 salles commerciales 35 m/m avec une grosse concentration à Bruxelles, Anvers, région de Liège et bassin de Charleroi.

Il n'y a pas comme en France de circuits très importants, c'est à dire de grand nombre de salles groupées sous une même direction et qui forment bloc pour louer... ou ne pas louer certains films.

Il existe ~~des~~ en Belgique une série de circuits dont le plus important groupe 150 salles mais dont la plupart n'en comprennent que quelques dizaines, et souvent 3 ou 4. Il y a à côté de cela un certain nombre de salles indépendantes.

En ce qui concerne les programmes passés par ces salles et leur longueur signalons que dans les grandes villes le programme comprend des actualités, un court métrage et le grand film totalisant 2 heures à 2 heures 15 de projection alors que dans de nombreuses localités moins importantes on projete souvent 2 longs métrages.

Secteurs linguistiques

La Belgique se divise en 3 secteurs linguistiques

Bruxelles centre : les films y sont présentés en première exclusivité en version originale avec sous titres français et flamands

Bruxelles (faubourgs) et le Sud du pays la Wallonie
tous les films sont présentés en
PARLANT FRANÇAIS

Partie Flamande(Nord) du pays

Comme il n'existe pas de films en parlant flamand- il n'y a pas assez de population parlant cette langue dans le monde pour justifier financièrement le doublage des films - les films passent ici en version originale ou en version allemande, avec sous titres flamands.
(les films parlant russe ne sont pas appréciés dans cette partie du pays, politiquement la plus conservatrice)

Films étrangers en Belgique

Il y a très peu de films de long métrage produits en Belgique.
L'importation de films étrangers y étant libre, il y entre environ de 600 à 700 longs métrages par an.
Plus de la moitié sont américains. Le reste se partage entre les Français, Italiens, Allemands(Bonn) et Anglais...
Il reste quelques dizaines d'unités pour la production du reste du monde.

IV

Quelques éléments qui déterminent le succès de beaucoup de ces films

1. Leur sujet correspond à un besoin de divertissement ou de dépaysement du public.
2. Ils sont joués par des acteurs connus et populaires
3. Leur lancement sur le marché est souvent précédé de grandes campagnes publicitaires destinées à populariser le thème des films et les acteurs principaux. Ces campagnes publicitaires sont généralement financées par les producteurs des films.
4. Le doublage en français des films est réalisé avant le lancement de ceux-ci sur le marché belge, en français de manière à pouvoir faire suivre la sortie d'un film en version originale à Bruxelles de sorties en version française dans les faubourgs et dans les grandes villes du sud du pays et ainsi profiter au maximum de la publicité.

Comment des films se louent-ils aux diverses salles du pays ?

Pour les grands films joués par des acteurs très populaires, il arrive que le film soit loué à travers tout le pays avant d'être terminé !!!

Ne prenons pas ces cas extrêmes et voyons le processus normal: Les films sont généralement loués en groupe.

Ce groupe est "tiré" par un, deux ou trois films importants, populaires (ils sont d'ailleurs appelés "Locomotives")

Pour obtenir ces films un directeur de salle doit en louer en même temps plusieurs autres qu'il préférerait souvent ne pas prendre mais qui lui sont imposés. Ce sont des films moins commerciaux, des films moyens...

C'est la sortie d'un film en première exclusivité à Bruxelles Anvers et Liège, qui détermine son succès ultérieur.

Si un film a fait par exemple à Bruxelles une très belle sortie en première exclusivité, ce succès facilitera grandement son placement en province.

Si par contre sa sortie à Bruxelles est un échec, son placement sera très malaisé.

Un directeur de salle de province s'intéresse à quelques points avant de louer un film:

Où, dans quelle salle le film est-il sorti à Bruxelles (il y a des salles qui sont considérées comme "bonnes" d'autres "mauvaises") ?

Quelles recettes y a-t-il fait ?

Quels sont les acteurs principaux ?

Quelle langue y est parlée ?

Les films sont loués généralement au pourcentage, c'est à dire que le directeur de la salle paye un certain pourcentage, évoluant selon l'importance des recettes.

Mettons nous un instant à la place de ces directeurs de salles face aux films soviétiques que nous leur proposons.

On leur propose habituellement des films aux sujets faciles, aux acteurs connus et nous venons vers eux avec des films traitant de sujets souvent incompréhensibles pour leur public, joués par des acteurs souvent excellents mais inconnus ici...

Se rend on compte des difficultés qu'il faut vaincre pour enlever la décision ?... tout ceci sans vouloir insister sur une difficulté majeure: l'opposition politique de la plupart des gens avec lesquels nous devons traiter.

Le travail de Progrès films

Donc; malgré cette situation objective par certains aspects peu encourageante, nous avons commencé notre travail. Au départ, nous avions les films soviétiques:

l'Homme aux 5 visages
Chant de la Terre Siberienne
l'Institutrice de village
Les cosaques du Kouban

ainsi que quelques films assez médiocres produits par les nouveaux studios d'Allemagne démocratique, diffusés par Sovexportfilm.

Les débuts étaient assez pénibles.

En 1951, vient s'ajouter heureusement à cette liste un film spectaculaire produit en Autriche par une société soviéto-Autrichienne "Le printemps sur la glace". Ce film connaît rapidement un beau succès (il est parlant allemand dans la partie flamande (nord) du pays).

En août 1951, Progrès films organise à Bruxelles le premier festival du cinéma Soviétique avec des films aussi divers que

Cuisassé Potemkine
Tempête sur l'Asie
Mineurs du Donbass
Victoire du Peuple chinois
Les hommes vaillants
La Chute de Berlin

Cette "CHUTE DE BERLIN" dont personne ne voulait parce que trop long et trop politique était raccourci, ses deux parties ramenées à une seule.

La "Chute de Berlin" faisait de ce festival un succès qui se prolongea durant plusieurs semaines et fut le départ d'une belle carrière du film à travers tout le pays.

VI

"La Chute de Berlin" film politique, film en version originale était projeté dans toutes les localités du pays, devenait l'exception pourquoi ?

Parce qu'il parlait aux gens un langage qu'ils comprenaient, parce que c'était un film d'action, un film de grande mise en scène qui pour la première fois montrait au cinéma la fin d'hitler et du nazisme.

ce fut un grand succès malgré une série d'éléments négatifs.

pas de version française
pas de bandes de lancement du film (serie de courts extraits projetés dans les salles la semaine précédant la sortie d'un film)
manque de matériel publicitaire, et entre autres de photos(une dizaine de photos différentes!!!)

manque de publicité faite par le producteur

C'est grace à "PRINTEMPS SUR LA GLACE "et " CHUTE DE BERLIN " que Progrès films réussit à maintenir et developper la société durant les années de 1951,52,53 et jusqu'en 1954.

Cela est tellement vrai que les recettes réalisées par Progrès films avec des films soviétiques provenaient en GRANDE PARTIE de ces deux films. Pour 1950,51,52,53,54,55 et 56, nous avons 6.500.000 frs de recettes avec des films soviétiques et sur cette somme les deux films en question dont la carrière est terminée depuis plusieurs années interviennent pour;
2.500.000 frs.

Et pourtant, en avons nous diffusé des films durant ces 7 années:

Cuirassé Potemkine	Chant de la Terre Sib.	Amis fidèles
Tempête sur l'Asie	Les hommes vaillants	Anna au cou
Au loin une voile	Bataille Stalingrad	Boris Godounov
Enfance de Gorki	Troisième coup	Allumettes suédoises
En gagnant mon pain	Homme aux 5 visages	Roméo et Juliette
Mes universités	Victoire du Peuple Ch.	La cigale
Pierre le grand I	La moisson	Leçon de la vie
Pierre le Grand II	Jpukovsky	Roman inachevé
Alexandre Nexsky	Amiral Ouchakov	Saltanat
Minine et Pojarsky	Sadko	Scanderbeg

cela veut dire qu'avec plus de 30 films il avait été réalisé à peine plus de recettes qu'avec deux films.

cela veut dire que des dizaines de fois nous avons déployé de grands efforts, couronnés parfois de succès, ou parfois des échecs cuisants.

Il a souvent été reproché à Progrès films de ne pas tenir ses engagements financiers et de ne pas respecter le contrat signé.

Si Progrès films avait voulu se conformer aux clauses du contrat,

et gérer cette affaire sur une base exclusivement commerciale, notre société aurait exploité "Printemps sur la glace" et "Chute de Berlin" au maximum en ne se souciant pas des autres films soviétiques.

cette politique ne fut pas suivie par ce que nous avons conscience de ce que nous étions là pour lutter pour le cinéma soviétique, pour préparer l'avenir.

EN 1951, nous versions 195.000 frs B à Sovexportfilm
 en 1952 435.000 frs B
 en 1953 145.000

Le manque de nouveaux films populaires, la persistance des frais généraux et de tous les frais qu'il fallait continuer à engager pour maintenir en place notre appareil de diffusion, nous empêchaient de poursuivre nos versements.

Continuer à exister était à cette période un problème déjà très difficile à résoudre.

AU LIEU DE COMPRENDRE QUE LE MAL SE TROUVAIT DANS LE MANQUE DE FILMS POPULAIRES PRODUITS PAR LES STUDIOS SOVIETIQUES? SOVEXPORTFILM CONCLUT A UNE MAUVAISE GESTION? A UNE MAUVAISE VOLONTÉ DE NOTRE PART ET VENDIT (A QUEL PRIX) DEUX FILMS DE CIRQUE À LA SOCIÉTÉ LUXOR-PARDON ET UN FILM DE BALLET À LA SOCIÉTÉ ELAN (ressuscitée depuis qu'elle avait abandonné les films soviétiques pour les films d'Allemagne occidentale)

Au moment où il nous aurait fallu un ou deux films commerciaux pour donner un nouvel essor à notre travail, on vendait ces films commerciaux (nous parlons surtout des 2 films de cirque) à une maison spécialisée dans la diffusion de films légers (et d'une morale très douteuse) et qui a aucun moment ne s'était soucée de la diffusion du film soviétique en Belgique.

Pouvait on nous reprocher d'avoir mal travaillé?

Notre travail n'était pas à l'abri de reproches mais pour qui voyait les choses d'un peu plus haut - de Moscou par exemple - la Belgique apparaissait-elle comme un pays d'Europe occidentale où l'on faisait peu de choses pour le cinéma soviétique alors que ce cinéma obtenait des succès retentissants dans les pays voisins???

Peut on dire qu'en France, en Angleterre, en Suisse, en Hollande les films soviétiques battaient les records de recettes?

Personne n'osera l'affirmer.

Peut on donner un exemple d'un film soviétique ayant été projeté avec grand succès dans un pays d'Europe occidentale alors que la Belgique ignorait ce film?

Nous ne le croyons pas.

Les responsables du cinéma soviétique savent très bien que de 1950 à 1955 la pénurie de bons films se faisait sentir MEME EN URSS.

SOVEXPORTFILM BRUXELLES A BESOIN D'ARGENT

C'est ce que l'on nous dit pour justifier la vente de films à d'autres maisons.

Etait ce une politique sage que de vendre à un prix forfaitaire des films qui rapporteraient gros à des firmes qui ne consacraient pas cet argent à la diffusion de films moins rentables. Ne valait il pas mieux donner ces films à Progrès films contre paiement d'un pourcentage comme en 1951, 52, 53.....?

Il faut ajouter à cela que cette politique de Sovexportfilm Bruxelles était pratiquée sans que l'on en parle franchement à Progrès films.

Depuis lors, plus aucune considération pour Progrès films. Tous les films présentés en vision à Progrès films étaient en réalité des films refusés par d'autres maisons. La priorité de choix pour Progrès films admise lors de la création de ~~xx~~ cette société devenait lettre morte.

FILMS VENDUS PAR SOVEXPORTFILM A D'AUTRES SOCIETES DE 1953 à 1956

2 films de Cirque
Vassia Gelesnova (echec complet)
La dompteuse de tigres (en parlant allemand)

Durant 2 ans Sovexportfilm essaya par exemple de placer sur le marché le film SCANDERBEG sans aucun succès. En désespoir de cause ... il fut donné... à Progrès

LE FESTIVAL DU CINEMA SOVIETIQUE DE 1956

Un projet de festival du cinéma Soviétique en Belgique présenté par le Cercle du Cinéma de Bruxelles et Progrès films est accepté. En avril et mai 1956 nous organisons des Festivals à Bruxelles, Gand, Liège et Charleroi. Une délégation du cinéma Soviétique conduite par le directeur de Sovexportfilm ne cache pas sa satisfaction.

En septembre un autre festival avec une autre délégation de Moscou est organisé au Grand Duché de Luxembourg avec un succès encore plus éclatant

Ces festivals coutent à Progrès films de grands efforts financiers et de travail; ils ne rapportent pas un franc mais font grand bien au prestige de l'URSS et de son cinéma.

QUELQUES CHIFFRES

En simplifiant les chiffres à l'extrême disons que

de 1950 à fin 1956 il a été loué pour 6.500.000 frs B. de films soviétiques et assimilés par notre société

de 1950 à fin 1956 il a été payé à Sovexportfilm environ 900.000 frs

de 1950 à 1956 près de 2.000.000 de frs B. ont été dépensés par Prog. pour la publicité et le sous titrage des films soviétiques ...